

Résister à la violence des gangs : acteurs, mémoire et identité dans un quartier de Port-au-Prince

Riguender Util

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme
Maîtrise ès arts Sociologie

© Riguender Util, Ottawa, Canada 2025

Table des matières

Table des matières.....	ii
Dédicaces	iv
Remerciements.....	v
Liste des sigles et abréviations.....	vi
Résumé.....	vii
Mots-clés.....	vii
Abstract.....	vii
Key words	viii
Introduction.....	1
Chapitre I. Violence et action	7
1.1. Violence et action : une perspective politique	7
1.2. Gang et action : entre violence, protection et contrôle social	9
1.3. Violence et action du point de vue spatial.....	13
1.4. Violence et action du point de vue culturel.....	14
1.5. Question et objectifs de recherche	16
Chapitre II. Référentiel théorique et démarche méthodologique.....	18
2.1. La sociologie culturelle des mouvements d'action collective	18
2.2. Démarche méthodologique	21
2.2.1. Approche méthodologique : la théorisation enracinée	21
2.2.2. Terrain de recherche : Canapé-Vert	23
2.2.3. Techniques d'échantillonnage.....	24
2.2.4. Méthodes de recherche.....	24
2.2.5. Techniques d'analyse des données.....	25
2.2.6. Précision sémantique.....	26
2.2.7. Le contexte de la production des données à Canapé-Vert	27
2.2.8. Enjeux et considérations éthiques	28
Chapitre III. Acteurs, action et espace contre la violence des gangs à Canapé-Vert.....	29
3.1. Le contexte de l'action à Canapé-Vert.....	29
3.1.1. <i>Bwakale</i> à Canapé-Vert : de la violence à l'action.....	29
3.1.2. La fabrique de l'imaginaire du retour des gangs	30
3.2. Les acteurs en lutte contre la violence dans le quartier.....	33
3.2.1. La brigade	33

3.2.2. Les policiers.....	37
3.2.3. La population.....	38
3.3. Les actions.....	39
3.3.1. Vers la construction des frontières physiques avec les barricades	39
3.3.2. Les barricades comme construction de frontières symboliques	40
3.3.3. La surveillance.....	42
3.3.4. Le soutien communautaire.....	44
3.4. De la construction de l'espace d'action à la production d'espace de résistance à Canapé-Vert	45
3.4.1. L'utilisation de l'espace dans la lutte contre la violence.....	45
3.4.2. La production de l'espace sociale de résistance à Canapé-Vert.....	46
Chapitre IV. Mémoire, représentations et identité à Canapé-Vert.....	50
4.1. Vers la reconstitution de la mémoire des habitants autour de <i>bwakale</i>	50
4.2. Le mythe du quartier pacifié : le sentiment d'être à Canapé-Vert	53
4.3. L'engagement affectif pris entre violence et action à Canapé-Vert.....	56
4.3.1. Affaiblissement des liens sociaux à Canapé-Vert	56
4.3.2. Renforcement des liens de proximité	57
4.4. Pratiques d'identification et de reconnaissance à Canapé-Vert	58
4.5. De l'émergence de l'identité du quartier : ses expressions et ses limites	60
4.5.1. Canapé-Vert, un quartier opposé à la violence armée : l'émergence d'une identité résistante	62
4.5.2. Habitants de Canapé-Vert : victimisation et stigmatisme	64
4.6. Résistance à la violence et enjeux d'identité à Port-au-Prince.....	66
Conclusion générale.....	68
Bibliographie.....	75
Annexes.....	80
Annexe 1. Grille d'entretien individuel avec les habitants de Canapé-Vert	80
Annexe 2. Guide d'observation.....	82
Annexe 3. Carte sur le nom de quelques gangs ainsi que les zones qu'ils contrôlent ..	84
Annexe 4. Photos de barricades à Canapé-Vert	85

Dédicaces

À ma mère, Acela Melias. Je veux te dire encore combien je t'aime.

À tous ceux qui résistent à la violence des gangs en Haïti.

Aux victimes – déplacés - de la violence des gangs.

Remerciements

La réalisation de cette thèse n'aurait pas été possible sans le soutien indéfectible de plusieurs personnes. Tout d'abord, je tiens à remercier Brieg Capitaine, mon superviseur de recherche, pour votre soutien sans pareil! Vous aviez toujours des conseils à proposer pour sortir de l'impasse à laquelle cette recherche a été confrontée.

Je tiens également à remercier les deux autres membres de mon comité de thèse. D'abord, la professeure Mireille McLaughlin, qui a participé dans la construction des premiers jalons de cette thèse, depuis le cours problématique de recherche sociologique. Vos conseils et commentaires ont été très utiles. Vous m'avez encouragé à toujours explorer les relations entre les acteurs et les objets. Cela a été très utile pour aborder le terrain dans le détail. Ensuite, je remercie particulièrement le professeur Eduardo González Castillo. Grâce à vos remarques et commentaires, j'ai pu orienter ma recherche, en la soumettant constamment à la réalité des données. Cette recherche est empreinte de vos précieux conseils !

Je tiens aussi à remercier tous mes amis¹ de l'Université d'Ottawa : Jacob Antoine, Jude Civil, Pierre Jameson Beaucejour, Magalie Civil, Fritz-son Lalane, Jean Wesner Noël, Walner Osna, Diderot Aristil, Nesly Utile, Nicolas Joseph, Stéphanie Paul, Samuel Shu, Emile Hervé Ndoumbe, Daphkar Erla Etienne, Rose Catherine Edouarzin, Jacques Emmanuel Saint-Laurent, Lorina Alfred, Kenley Jeanty, Wooldy Joseph, Jean Mackenson Chereste. Vous avez fait de ma maîtrise un projet collectif !

Je souhaite aussi remercier les personnes qui ont marquées mon parcours : Carlos Medley Saint-Victor, Macdony Cinel, Jean Ricot Cherichel, Manès Louima, Marie Lovely Bernard, Kervins Guerly Gabelus, Kerby Petit-Homme, Kiymsrol Arius Olibrice, Schiller Naissance, Venouse Merancien, Johny Gene Merilus, Dudley-Love Saint-Victor.

J'exprime ma gratitude envers tous les membres de ma famille : mes parents Acela Melias et Julsaint Util, mes frères et sœurs Jean Keny, Erlande, Yvenite, Rigens et Nesly.

Je remercie également mon oncle Jean, qui m'a accueilli lors de mes premiers jours au Canada. Je remercie enfin Valenda Thebaud pour son soutien total.

¹ Le générique masculin n'est utilisé que pour simplifier la lecture.

Liste des sigles et abréviations

AMP : Aire Métropolitaine de Port-au-Prince

CPT : Conseil Présidentiel de Transition

CVR : Commission de Vérité et de Réconciliation

FAD'H : Forces Armées d'Haïti

FRAPH : Front Révolutionnaire pour l'Avancement et le Progrès Haïtien

FLRN : Front pour la Libération et la Reconstruction Nationale

HCDH : Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme

MMAS: Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti

Natcom : Société Nationale de Télécommunications d'Haïti

OEA : Organisation des États Américains

ONG : Organisation non gouvernementale

ONI: Office National d'Identification

ONU : Organisation des Nations-Unis

OTB : Organisations Territoriales de base

PHTK : Parti Haïtien *Tèt Kale*

USGPN : Unité de Sécurité Générale du Palais national

VSN : Volontaires de la Sécurité Nationale

Résumé

Cette thèse porte sur les actions menées à Canapé-Vert, un quartier situé à l'est de la ville de Port-au-Prince (Haïti), contre la violence des gangs. Elle adopte la sociologie culturelle des actions collectives, dans laquelle le culturel, les émotions et l'action symbolique occupent une place centrale. Elle part d'une conception impure de l'action dans laquelle sa frontière avec la violence est parfois poreuse. À partir d'une approche méthodologique combinant observations et entretiens semi-dirigés, cette étude révèle que l'action menée contre la violence des gangs dans le quartier s'inscrit dans la mémoire de *bwakale*. Ces actions transforment l'espace physique et social du quartier pour produire une identité de résistance. Cette identité façonne à son tour la mobilité des habitants du quartier dans la ville de Port-au-Prince. Néanmoins, cette identité de résistance ne parvient pas à s'inscrire dans l'espace public en raison de la peur. Les acteurs craignaient de devenir la cible des bandits et également d'être poursuivis en justice. En ce sens, les expériences vécues par les habitants du quartier, qu'elles soient souffrantes ou résistantes, ne sont publiquement témoignées.

Mots-clés

Canapé-Vert, *bwakale*, violence, action, résistance, brigade, mémoire, identité.

Abstract

This thesis focuses on actions taken in Canapé-Vert, a neighborhood in the eastern part of the city of Port-au-Prince (Haiti), against gang violence. It adopts the cultural sociology of collective action, in which culture, emotions and symbolic action occupy a central place. Its starting point is an impure conception of action, in which the boundary with violence is sometimes porous. Using a methodological approach combining observations and semi-directed interviews, this study reveals that actions taken against gang violence in the neighborhood are inscribed in the memory of *bwakale*. These actions transform the neighborhood's physical and social space to produce an identity of resistance. This identity in turn shapes the mobility of the neighborhood's inhabitants within the city of Port-au-Prince. However, fear prevented this identity of resistance from taking root in the public arena. The actors were afraid of being targeted by bandits and of being prosecuted. In this

sense, the experiences of the local population, whether suffering or resisting, are not publicly witnessed.

Key words

Canapé-Vert, *bwakale*, violence, action, resistance, brigade, memory, identity.

Introduction

Cette thèse interroge les liens entre l'action et la violence des gangs à Canapé-Vert, un quartier de la ville de Port-au-Prince (Haïti). Elle pose la question suivante: comment les habitants de Canapé-Vert agissent-ils contre la violence des gangs pour habiter la ville de Port-au-Prince? À partir d'une approche méthodologique combinant entretien et observation de terrain, elle veut comprendre les actions menées contre la violence des gangs à Port-au-Prince, la plus grande ville d'Haïti.

Haïti témoigne d'une longue histoire de la violence des groupes armés non étatiques ou paramilitaires (Sprague-Silgado, 2018; Olivier, 2020; Noel & Pierre-Louis, 2022). Au sujet de l'époque contemporaine, Sprague-Silgado (2018) a distingué quatre phases de la violence des forces paramilitaires en Haïti. Entre 1959 et 1986, Duvalier (1957-1986) a formé les *Tontons Macoutes*, connus officiellement sur le nom des Volontaires de la Sécurité Nationale (VSN) pour consolider son régime et réprimer les dissidents potentiels en plein essor des mouvements de gauche. Ces derniers ont torturé et assassiné des dizaines de milliers de personnes et ont contraint d'autres en exil pendant toute la dictature des Duvalier père et fils. Le corps des VSN fut dissous en 1986 avec la chute des Duvalier, ses membres furent par la suite utilisés par d'autres régimes militaires qui ont succédé à la dictature (Sprague-Silgado, 2018: paragraphes 30-40).

Les *Attachés* furent le groupe paramilitaire de la deuxième phase de la violence en Haïti entre 1986 et 1991. Sous le régime des généraux Henri Namphy et Prosper Avril, les *Attachés* travaillaient main dans la main avec la police et l'armée. Ils furent utilisés encore une fois pour réprimer les mouvements populaires de gauche en pleine effervescence. Ils perpétrèrent les massacres de Fort Dimanche en 1986, de Jean Rabel et de la Ruelle Vaillant en 1987, le massacre de Saint-Jean Bosco en 1988 et 60 autres massacres dans le département de l'Artibonite. Certains des *Attachés* ont quitté le pays à l'époque, d'autres ont rallié deux autres formations paramilitaires suivantes (Sprague-Silgado, 2018: paragraphes 41-44).

La troisième phase est comprise entre 1992 et 1994. À cette époque, le *Front Révolutionnaire pour l'Avancement et le Progrès Haïtien* (FRAPH) fut la principale force paramilitaire utilisée pour terroriser le pays pendant le premier coup d'État du président

Jean-Bertrand Aristide. Le FRAPH a intimidé et assassiné des membres des organisations populaires militantes et du mouvement *Lavalas*. Le retour du gouvernement démocratique au pouvoir en 1994 a mis fin au FRAPH. Certains membres ont été emprisonnés pour les exactions commises, d'autres ont dû s'exiler ou se mettre en clandestinité (Sprague-Silgado, 2018: paragraphes 45-55).

De 2000 à 2005, et au-delà, le Front pour la Libération et la Reconstruction Nationale (FLRN), formé à la fin de l'année 2000, fut un groupe paramilitaire utilisé par les membres de l'opposition contre le gouvernement *Lavalas*-Aristide au cours de son second mandat. Le FLRN se lança entre 2001 et 2004 dans une violente campagne de brutalité envers les communautés rurales et urbaines. Le FLRN, appuyé à l'époque par de nouveaux chefs révoqués de la police, des anciens membres des Forces armées d'Haïti (FAD'H), des anciens dirigeants de FRAPH, de l'oligarchie locale et internationale, a abouti au coup d'État du président Aristide en février 2004 (Sprague-Silgado, 2018: paragraphes 56-69).

Selon Sprague-Silgado (2018), ces groupes paramilitaires ont perdu graduellement leur puissance au fil des formations successives. Cette perte d'hégémonie de la violence paramilitaire a conduit à l'émergence des gangs. Au cours de cette transition, l'État ne fut plus le seul détenteur de la violence armée comme il l'était sous la dictature des Duvalier et des régimes militaires qui l'ont suivi. La violence est maintenant fragmentée entre divers groupes économiques et politiques qui utilisent les gangs (Noel & Pierre-Louis, 2022) sans que ceux-ci aient une affiliation politique déterminée. Les gangs, armés à l'époque par le président Jean-Bertrand Aristide (2001-2004) pour mater l'opposition, résistèrent aux autorités après le coup d'État d'Aristide (Sprague-Silgado, 2018). Les gangs, contrairement aux paramilitaires, possèdent une certaine autonomie. Certains gangs, armés par Jean-Bertrand Aristide, ont été utilisés par les gouvernements qui lui ont succédé (Noel & Pierre-Louis, 2022). Néanmoins, une carrière dans les gangs n'est plus aussi évidente en Haïti. Les membres des gangs ne vivent pas longtemps. Ils sont tués soit par des groupes rivaux ou par la police. Le gouvernement du Parti Haïtien *Tèt Kale* (PHTK), au pouvoir depuis 2011 en Haïti, a créé de nouveaux gangs. Ces derniers ont été instrumentalisés par des membres du gouvernement, des parlementaires, des fractions économiques à des fins

économiques et politiques et surtout pour déstabiliser les mouvements populaires (Noel & Pierre-Louis, 2022, ONU-Conseil de sécurité, 2023c)².

Selon Moritz Schuberth (2017 : 427-428), les gangs urbains dans les villes comme Port-au-Prince possèdent quatre caractéristiques : 1) ils n'ont pas de projet politique. Leurs motivations politiques ne sont pas internes, mais externes, c'est-à-dire qu'ils sont entraînés dans la sphère politique par les sponsors externes. 2) Ils sont situés dans des bidonvilles autour de la capitale ou des principales villes commerciales, à proximité du cœur économique où ils peuvent paralyser les principales routes et l'économie du pays. 3) Ils ont un ancrage communautaire. Ils contrôlent et protègent leurs communautés contre les autres gangs. Cela conduit à un meilleur traitement de la communauté ou au moins du quartier au détriment du quartier adjacent contrôlé par des groupes armés rivaux. 4) Ils sont situés dans des espaces à proximité des organisations non gouvernementales (ONG) dont ils assurent un accès sécurisé dans les espaces non gouvernés par l'État. Djems Olivier (2020) dans sa thèse de doctorat, réalisée sur trois quartiers populaires de Port-au-Prince, montre que les gangs deviennent un acteur considérable de la violence dans les quartiers précaires en Haïti. Les projets que conduisent les ONGs dans les territoires qu'ils contrôlent doivent obtenir leur approbation. Les gangs affaiblissent l'État dans la gestion du territoire. Et ils « rencontrent peu de résistances d'institutions publiques anémiées » (Olivier, 2020 : 54).

Le groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU (2023c : 14) estime qu'il existe 23 grands gangs opérant dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (AMP). La ville de Port-au-Prince à elle seule possède 26 foyers de gangs selon Marie-Yolène Gilles (ONU-Conseil de Sécurité, 2023b), responsable d'une organisation des droits de l'homme en Haïti. Ces derniers circulent librement dans les quartiers qu'ils contrôlent et ont une capacité de se mouvoir entre les zones pour exercer les activités criminelles (Voir l'annexe 3 concernant le nom de quelques gangs ainsi que les zones qu'ils contrôlent).

² Le rapport des experts du conseil de sécurité de l'ONU (2023c) mentionne que l'ancien président haïtien Michel Joseph Martelly (2011-2016) a créé la base 257, un gang, pour contrer les manifestations contre son gouvernement en direction de la ville de Pétion-Ville à partir de 2014. Il a aussi distribué, à travers des intermédiaires, des armes et d'importantes sommes d'argent à d'autres gangs. Des importateurs haïtiens comme Reynold Deeb ont été cités dans le rapport pour avoir financé des gangs (ONU-Conseil de sécurité, 2023c : 19-22).

Les gangs se sont multipliés à partir de 2018 grâce au soutien de l'élite économique et politique pour mater les revendications populaires (Civil, 2023; Lucien & Osna, 2023; ONU-Conseil de sécurité, 2023c). Le répertoire de la violence des gangs contient vols, viols, enlèvements, assassinats, pillages, incendies des biens privés et publics. La relation des gangs avec leur communauté se transforme elle aussi. D'une part, ils ne sont plus perçus comme protecteurs de leur territoire. Dans certains quartiers (comme Martissant, bas Delmas, Pernier, Carrefour-Feuilles, etc.), certains résidents se sont déplacés pour aller habiter d'autres quartiers à Port-au-Prince ou d'autres villes à proximité comme Pacot, Lalue, Canapé-Vert, Delmas et Pétion-Ville. D'autre part, les gangs extorquent les habitants dans les territoires qu'ils contrôlent (ONU-Conseil de sécurité, 2023c).

Les gangs ont perpétré plusieurs massacres dans les quartiers populaires depuis 2018. À ce titre on peut citer : les massacres de La Saline en 2018, de Carrefour-Feuilles en 2019 et 2023, de Bel-Air en 2021, etc. Sans faire du concept de violence un fait purement objectif, car elle engendre aussi d'autres problèmes comme la peur (Dubet, 1992), les rapports de l'ONU montrent que les gangs ont commis 2183 homicides, dont 163 femmes et 22 filles en 2022 contre 1615 victimes, dont 93 femmes et 19 filles en 2021; 1359 victimes d'enlèvements en 2022 contre 664 en 2021 (ONU-Conseil de sécurité, 2023a : 4). Selon la Porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), Ravina Shamdasan, les gangs ont tué 2439 personnes et blessé 902 autres du 1er janvier au 15 août 2023 en Haïti (Radio-Canada, 18 août 2023). Ces actes de violence font de la ville de Port-au-Prince un territoire de la violence (Brun-Picard, 2009).

Dans ce territoire de la violence des gangs à Port-au-Prince, une hypothèse pourrait être l'affaiblissement de l'action conflictuelle et la conformité des habitants de cette ville à l'ordre social qu'imposent les gangs. Michel Wieviorka (2005a, 2005b) par exemple soutient que la violence est le contraire de l'action. Elle détruit la capacité d'action du sujet et sa participation dans la vie moderne. Selon Wieviorka (2005 : 59), mafia et gangs ne tolèrent pas les contestations sociales et politiques dans les territoires qu'ils contrôlent. Dans le cas de la France, il note à juste titre que les quartiers à l'intérieur desquels il y a peu d'émeutes sont ceux sous le contrôle des trafiquants et du crime organisé. D'autres

auteurs comme Brun-Picard (2009) perçoivent la violence, et en particulier les gangs comme des acteurs de contrôle et de destruction de l'action des sujets.

Cette recherche vise à mettre à l'épreuve de l'action des habitants de la ville de Port-au-Prince ces approches sociologiques. Le contexte actuel montre que cette antinomie entre violence des gangs, contrôle social et action conflictuelle n'est pas aussi antinomique qu'on pourrait le croire. La thèse centrale de cette recherche est que la violence des gangs n'élimine pas le conflit entre les habitants des quartiers et les gangs. Cette action peut être anodine à travers le fait de mener quotidiennement ses activités sociales dans ce territoire de la violence. D'autres actions peuvent être plus spectaculaires et faire elles-mêmes appel à la violence. L'opération baptisée « *bwakale* » en avril 2023 à Canapé-Vert a abouti au lynchage de plusieurs membres de gangs. Dans certaines rues et quartiers de la ville de Port-au-Prince, des barricades sont élevées pour empêcher les gangs d'entrer dans certains quartiers et protéger la population. C'est à juste titre que le journal *Palmes Magazine* a titré un article « Port-au-Prince, la ville des barricades » (Étienne, 25 septembre 2023). Étienne note que cette méthode est efficace selon beaucoup de citoyens pour se protéger contre les gangs. Selon Étienne (2023), « elle rassure les résidents des zones qui sont dans les viseurs des gangs ». Plusieurs mouvements de protestation ont eu lieu depuis les années 2020, dont des marches contre « l'insécurité » ou contre le « *kidnapping* » générés par les gangs.

Ces observations nous poussent à questionner l'idée selon laquelle la violence détruit l'action des sujets et aussi à explorer l'action des habitants de la ville Port-au-Prince dans ce territoire de la violence. Si ces actions témoignent de la créativité et de la capacité d'action des habitants de Port-au-Prince contre la violence des gangs, de nombreuses questions se posent. Quelles sont les conditions sociales qui rendent possible cette action dans les territoires de la violence ? Quelles formes prennent ces résistances ? Quels sont les enjeux portés par ces acteurs ? S'agit-il d'une simple réaction défensive à la violence ou ces mouvements portent-ils un projet de reconstruction des rapports sociaux ?

Nous avons essayé de répondre à ces questions tout au long de cette thèse. Celle-ci est divisée en quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous avons passé en revue la littérature scientifique sur la relation entre violence et action. Ces travaux servent de jalon pour poser notre question et préciser les objectifs de la recherche. Dans le second chapitre,

nous précisons le référentiel théorique retenu pour le travail. Nous y présentons également la démarche méthodologique que nous avons adoptée pour aborder le terrain de recherche. Dans le troisième chapitre, nous présentons le terrain de recherche, décrivons la dynamique du quartier de Canapé-Vert face à la violence des gangs. Dans le quatrième chapitre, nous présentons les résultats des actions menées par le quartier contre la violence. Les deux derniers chapitres (surtout le quatrième) peuvent être considérés comme le résultat de la recherche. Nous précisons ces résultats dans la conclusion générale du travail.

Chapitre I. Violence et action

Notre travail porte sur le rapport entre violence et action. Cette partie explore la manière dont ces deux phénomènes ont été abordés par les sciences sociales contemporaines. En premier lieu, nous abordons cette relation dans sa dimension politique; lorsque l'État constitue l'agent de la violence. Mais cette perspective apparaît réductrice parce que l'État n'est pas le seul agent de la violence comme l'affirme Michel Wieviorka (2005a). Par conséquent, nous abordons, en second lieu, la violence des gangs. Ensuite, nous nous intéresserons à la violence dans sa dimension spatiale parce que l'espace constitue une variable importante pour notre recherche qui porte sur l'action des habitants du quartier. Autrement dit, la dimension matérielle de l'espace peut constituer autant un instrument de répression qu'un support de l'action. Enfin, nous transitons vers une perspective culturelle de la violence qui met l'accent sur la créativité des acteurs.

1.1. Violence et action : une perspective politique

La majeure partie des chercheurs en sociologie des mouvements sociaux aborde la relation entre violence et action dans une perspective politique. L'État constitue le principal agent de répression. Selon Hélène Combes (2020 : 502), le lien entre répression et action collective a été appréhendé dans la sociologie des actions collectives [dans sa forme classique, nous ajoutons] en prenant en compte les tactiques utilisées par les acteurs répressifs, et ce, en fonction de la structure des opportunités politiques ou des cycles de mobilisation, ou les interactions entre l'État et les contestataires. Nous voyons déjà que cette perspective ignore l'autonomie des actions individuelles et se focalise sur la dimension stratégique de la violence.

Charles Tilly (1978) dans *From Mobilization to Revolution* a souligné l'importance de la répression sur la survie de la protestation. Selon l'auteur, la répression peut provoquer la protestation tout comme elle peut l'empêcher. Elle agit sur la « structure des coûts et avantages de la mobilisation » (Tilly, 1978, cité par Fillieule & Combes, 2011 : 1047). La réussite des mobilisations selon Tilly dépend des jeux de coalition entre les protestataires, tout comme de la stratégie adoptée par le gouvernement qui peut les laisser se développer ou les réprimer (Chazel, 2020 : 400). Dans cette perspective, nous voyons clairement que ce qui est en jeu est la centralité de l'État comme acteur qui influe sur les mouvements

sociaux dont l'autonomie n'est pas réelle. Les mouvements réagissent, mais n'agissent pas de manière autonome.

Sydney Tarrow (1989), dans une analyse dynamique entre les protestataires et l'État, raffine certes le modèle de Tilly, mais sans en changer fondamentalement les prémisses. Dans son étude du cas italien dans les années 1960, marqué par la multiplication et la radicalisation des conflits sociaux et de la répression (Combes & Fillieule, 2011 : 1058), il propose le concept de cycle de mobilisation pour étudier les différentes phases d'émergence et de déclin des mobilisations. Tarrow entend par cycle de mobilisation une « vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci » (Tarrow, 1995 : 95, cité par Sommier, 2020 : 176). À partir de l'émergence des mouvements dans les années 1960, Tarrow distingue une phase ascendante de révolte (1966 à mi-1968), une phase de radicalisation des actions (mi-1968-1972), suivie d'une phase de déclin, où l'État déclenche une vague de répression marquant la fin du cycle de protestation et le désengagement des militants (Fillieule & Combes, 2011 : 1058).

Fillieule et Combes ont critiqué cette analyse de la répression des mouvements en termes de cycle. D'après eux, elle ne permet pas de voir les mises en sommeil des organisations. Car, « dans les phases réactives de répression, ce qui se donne de prime abord comme une disparition de la protestation correspond parfois en réalité à une mise en sommeil des réseaux organisationnels et un effacement temporaire de toute contestation ouverte au profit de formes plus discrètes ou moins visibles » (Fillieule et Combes, 2011 : 1060).

Fillieule et Combes (2011) plaident pour une analyse des protestations en termes d'interactions stratégiques. Ils n'observent pas uniquement l'impact de la répression sur les mouvements. Leur analyse prend en compte l'influence réciproque entre le répertoire de la répression de l'État et celui des mouvements. L'État encore une fois est central et constitue le point de départ et d'arrivée de l'analyse.

Olivier Fillieule et Fabien Jobard (2020), dans leur ouvrage, *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*, étudient les techniques et doctrines utilisées par la police pour le « maintien de l'ordre » dans la France métropolitaine. Les autorités ou institutions policières constituent leur terrain d'enquête (Fillieule & Jobard, 2020 : 21; 26). Ce terrain d'enquête prouve que ces auteurs focalisent sur les techniques ou stratégies de

répression étatiques pour pacifier les actions populaires. Par-là, la créativité et la capacité des protestataires soumis à cette répression est peu valorisée. Néanmoins, Combes (2020 : 505) soutient ailleurs que «la répression n’annihile pas l’opposition ou la mobilisation, mais la contraint, la circonscrit, la façonne et donc la transforme. ».

Ces travaux précédents ont trois limites pour notre objet. La première est que l’État n’est pas le seul adversaire de l’action collective tout comme il n’est pas le seul détenteur de la violence. L’ouvrage de Michel Wieviorka (2005), *La violence*, a élaboré grandement sur la transformation de la sphère de la violence à partir de la seconde moitié du XXe siècle³. La deuxième limite : nous ne cherchons pas dans notre travail les effets de la violence sur l’action. Cette orientation, si elle valorise la capacité de répression des détenteurs de la violence, tend à ignorer la créativité et la capacité d’action des habitants. Néanmoins, nous admettons les impacts de la violence sur les sujets. La troisième limite est spatiale. Tarrow, Tilly, Fillieule et coll. n’intègrent pas dans leurs travaux la dimension spatiale de la violence. Or, le partage de la violence étatique avec d’autres acteurs a pour effet de déplacer cette violence dans d’autres territoires. Cette variable est très importante pour nous qui priorisons dans notre travail le territoire de la violence des gangs. Dans notre recherche, les rues et les quartiers sont à la fois des territoires de violence et d’action. Les gangs contrôlent les quartiers populaires urbains de Port-au-Prince, foyer des héritiers du mouvement populaire de 1986-2000 (Manigat, 2020 : 7), qui sont un lieu de violence indiscriminée dont les femmes sont la cible privilégiée (Manigat, 2020 : 23). Ces quartiers sont également des lieux de résistance. Contrairement aux forces paramilitaires, les gangs possèdent une autonomie, contrôlent les espaces qu’ils redessinent à partir de logiques non étatiques.

1.2. Gang et action : entre violence, protection et contrôle social

Comme souligne Patrice Corriveau (2009 : 119), la définition du gang de rue, sa composition, ses activités comme son *membership* ne font pas consensus. S’il se diffère par la criminalité et de la délinquance, ces éléments sont difficiles à départager avec

³ Selon Michel Wieviorka, l’État est cessé d’être le détenteur du monopole de la violence à partir des années 1970 avec le déclin de deux grands principes de conflictualité : le mouvement ouvrier et la guerre froide. La violence est multipliée dans les quartiers orphelins du mouvement ouvrier ainsi qu’avec le libre échange des armes dans le commerce international dans le contexte néolibéral de privatisation de la violence.

d'autres bandes (d'amis, d'adolescence ou de travail, par exemple). Par ailleurs, il reconnaît que les gangs s'engagent dans des actes illégaux considérés violents (commerce de drogue, proxénétisme, taxage scolaire, etc.) (Corriveau, 2009 : 120). Il définit le gang comme « un regroupement d'individus partageant des codes et des règles de conduite relativement bien définis, et des signes et des symboles distinctifs qui viennent montrer leur appartenance au groupe » (Corriveau, 2009 : 120). Tout en admettant la multiplicité de l'identité du sujet, c'est-à-dire le fait d'être simultanément à la fois membre et non-membre du gang, les gangs se définissent selon l'auteur par leur sous-culture, c'est-à-dire l'usage de la violence pour se faire reconnaître, pour se défendre, pour gagner le respect de l'autre, pour imposer leur loi, etc. (Corriveau, 2009 : 121).

De son côté, Yannick Brun-Picard (2009) saisit le gang par son identité territoriale et propose le concept de territoire de la violence pour saisir l'interface espaces/humanité construite par la violence. En considérant les bandes comme un exemple du territoire de la violence, Yannick Brun-Picard (2009) affirme : « les capacités de communication, de rayonnement, d'image, de défense, de préservation, de surveillance, de gestion, de réponse et de sanctuarisation sont le minimum vital pour qu'un territoire fondé sur des dynamiques violentes puisse être viable » (Brun-Picard, 2009 : 355). Selon l'auteur, les gangs s'appuient sur des supports spatiaux pour exercer des actions violentes contre les membres de la cité. Les membres des *gangs* ont besoin d'affirmer leur identité et recherchent le prestige, le contrôle et l'image projetée. Ils veulent désobéir et recherchent le profit. Ils développent un territoire afin de développer le racket, les trafics ou simplement de dominer le territoire sous son contrôle. La violence sous ses différentes formes est le moyen employé pour produire ce territoire. Ils ont un besoin de reconnaissance. La reconnaissance de dire « que là il existe une entité en mesure d'agir avec la violence » (Brun-Picard, 2009 : 361).

Le territoire des gangs est marqué et délimité par des symboles physiques ou symboliques, leur présence dans des bâtiments, des épaves de voitures, des traces des derniers affrontements qui pèsent sur les populations (Brun-Picard, 2009 : 361). « La bande est reconnue au sein de la cité lorsque les résidents se plient ou tolèrent sa présence ou ses activités » (Brun-Picard, 2009 : 361). Dans le territoire de violence de la bande, « elle se

préserve de tout danger en défendant son image et ses lieux de regroupement. Ces expressions se réalisent dans la moindre contrainte induite par l'affirmation de la domination d'un territoire et la poursuite de la normalité au sein de ce territoire » (Brun-Picard, 2009 : 361-362).

François Dubet (1992) distingue quatre formes de violence qui s'expriment par des modalités particulières : la violence juvénile, la violence des territoires, la violence du marché et la violence de la rage. Selon Dubet, les bandes, appelées gangs par les Américains, ont une identité territoriale. Ils sont issus des quartiers défavorisés, périphériques et interstitiels. Ils s'identifient à ces territoires et s'en font les défenseurs guerriers. Les gangs partagent une solidarité dans le groupe qui les pousse à se défendre contre d'autres gangs rivaux en quête d'honneur, de vengeance et d'obligation morale (Dubet, 1992 : 6). Selon l'auteur, les gangs ne sont pas nécessairement délinquants ou violents, mais la violence représente une condition presque inévitable de leur survie et de leur existence. En termes de moyens, ils possèdent chacun un territoire (plus ou moins identifié à une ethnie, l'auteur se réfère ici au contexte américain), des leaders, un patronyme, souvent des armes. Ces derniers s'engagent selon des degrés divers dans la délinquance et la criminalité et sont responsables de la mort et des blessures au cours de leur affrontement avec d'autres gangs (Dubet, 1992 : 6-7).

Dans la lignée de l'école de Chicago, il voit dans la violence des jeunes comme les gangs le résultat de la désorganisation sociale. Face à cette désorganisation sociale, les bandes des jeunes inventent d'autres modes d'appartenance et construisent d'autres identités, des microsociétés, des microcultures là où la société globale ne parvient pas à en proposer (Dubet, 1992 : 6).

À l'opposé de la tradition de l'école de Chicago qui voit les gangs comme fils de la désorganisation sociale ou comme issus de milieux d'affaiblissement moral, Martín Sánchez-Jankowski (1991) voit les gangs comme le résultat de l'ordre social des quartiers pauvres d'Amérique urbaine et prolongent son fonctionnement sur une forme exacerbée (Sánchez-Jankowski, 1991, cité par Wacquant, 1994 : 88). Ce dernier a produit un travail sur les gangs, repris par Loïc J. D. Wacquant (1994), à partir d'une ethnographie où il se fait même membre de 37 gangs dans les métropoles de Los Angeles, de Boston et de New

York City. Il perçoit le gang comme élément de la structuration sociale et l'a donc traité en tant qu'une organisation comme les autres. Les membres des gangs procurent aux jeunes qui le rejoignent de biens matériels et affectifs et servent un lien de résistance ou de refuge pour ces jeunes (consommation, protection physique, distraction, attachement au groupe et au quartier) (Wacquant, 1994 : 89-92). Les gangs ne viennent pas des couches les plus défavorisées du prolétariat urbain que de leur perception de l'avantage que peut procurer le groupe (Wacquant, 1994 : 92). Ils remplissent une fonction économique informelle, accueillent des jeunes en chômage qui refusent de soumettre à la culture dominante (1994 : 93). Ils participent au commerce illicite, drogue, véhicules volés, armes, etc. (Wacquant, 1994 : 94).

La violence du gang participe à la préservation du territoire contre l'intrusion des gangs adverses d'une manière à monopoliser ce territoire (Wacquant, 1994 : 95). Ils protègent les résidents de leur région et évitent de perpétrer contre eux des attaques et des déprédations pour éviter de casser la loi du silence qui unit le gang avec le quartier lors des enquêtes policières. Cette logique permet la (re) production du gang. Ce dernier veut se montrer utile pour le quartier. Il recherche l'approbation des résidents. Les gangs « ne sont ni ignorés, ni isolés, ni méprisés » par les membres du quartier qui les reconnaissent comme étant leur créature même si à contrecœur (Wacquant, 1994 : 93). Cependant, Wacquant (1994 : 96) regrette que Sánchez-Jankowski n'ait pas traité de manière plus détaillée les mouvements indigènes de réactions contre les gangs apparus vers la fin de la décennie 1980 comme *Mothers Against Drugs* (MAD) à Chicago. Cette affirmation vient renforcer l'idée d'un manque de travaux scientifiques sur les actions des habitants contre les gangs. Par conséquent, cette recherche veut participer dans les études visant à combler ce manque.

Néanmoins, dans son ethnographie des *barrios* de *Cochabamba* (quartiers des bidonvilles) en Bolivie, Daniel M. Goldstein (2012) a montré qu'en *présence absente de l'État* dans les quartiers marginalisés, les citoyens s'impliquent dans la défense des droits communautaires pour établir leur sécurité contre les *rateros* et les délinquants du quartier ou de proximité. La vigilance, le lynchage, et le leadership à travers les organisations territoriales de base (OTB) sont des formes d'intervention des citoyens à l'égard de ces éléments gênants du quartier. Cette recherche montre la créativité des citoyens pour établir leur sécurité contre

la petite criminalité ou la petite délinquance du quartier. Elle nous aide à mieux aborder les actions des habitants contre la violence des gangs dans notre contexte à Port-au-Prince où les résidents des quartiers (Canapé-Vert, par exemple) redéfinissent les rapports sociaux pour lutter contre la violence des gangs.

1.3. Violence et action du point de vue spatial

Lorenzo Barrault-Stella (2021 : 46-47) montre que la connaissance des rapports sociaux localisés suivant les variations sociospatiales constitue un savoir de gouvernement pour démobiliser les classes populaires. Il soutient que « la matérialité de l'espace, la densité différenciée des rapports sociaux comme la distance physique variable des institutions publiques induisent des formes contrastées d'encadrement des groupes populaires » (Barrault-Stella, 2021 : 38). Saphia Doumenc (2021) démontre que les déterminants sociospatiaux peuvent expliquer les mobilisations dans certains lieux comme leur absence dans d'autres. Il appert que l'ancrage sociospatial et les usages sociaux des différents espaces (travail, syndicats, sociabilités) expliquent la dynamique ou l'absence de mobilisation (Doumenc, 2021 : 69). Américo Mariani montre que la configuration de l'espace public, à la fois comme espace bâti et comme espace symbolique, entrave les mobilisations populaires (Américo, 2021 : 101).

Cette dimension spatiale de la démobilisation est aussi étudiée dans un ouvrage intitulé *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*, édité par Antonio Delfini, Julien Talpin et Janoé Vulbeau en 2021. Ces auteurs ont étudié les pratiques des pouvoirs publics (État, collectivité territoriale, système judiciaire, police dans la démobilisation des quartiers populaires. Ils font ressortir dans leur analyse que la disqualification, l'entrave matérielle ou la répression et la canalisation sont des pratiques qui conduisent à pacifier ces milieux (Antonio Delfini & al, 2021 : 33).

Ces auteurs ont pour mérite de souligner la dimension spatiale de la démobilisation peu abordée dans la sociologie classique des actions collectives. Néanmoins, comment cette dimension spatiale agit-elle sur la créativité des habitants de Port-au-Prince contre la violence des *gangs* ? Les habitants circulent dans les rues et mènent leurs activités dans les espaces exposés à la violence des gangs. Ils élèvent des barricades pour contrer leur violence. Ils répriment ces derniers. Ces actions nous amènent à nous défaire de l'illusion

d'une pacification des quartiers exposés à la violence des gangs, pour rendre visibles la capacité et la créativité des habitants dans leurs actions face à cette violence.

1.4. Violence et action du point de vue culturel

La perspective culturelle se distingue des approches stratégiques de l'action dans la mesure où le point de départ de l'analyse ne se situe pas au niveau social et institutionnel, mais au niveau culturel, des représentations et des références symboliques portées par les acteurs. Nous pouvons regrouper dans cette perspective des auteurs qui s'intéressent à la problématique des victimes de la violence. Michel Wieviorka est l'un des chefs de file. La violence dans ses travaux porte sur le sujet, c'est-à-dire des personnes « en amont d'éventuelles appartenances, en amont de l'action, il est une exigence, la possibilité de produire sa propre existence » (Wieviorka, 2005a : 287). Le sujet est pour l'auteur l'idée d'un être autonome, une capacité de produire ses propres choix et de résister aux logiques culturelles dominantes. La violence pour Wieviorka est la négation du sujet, l'anti-sujet (2005a, 2005b). Sur le plan individuel, la violence déshumanise le sujet, affecte sa capacité à construire sa propre expérience, à maîtriser son existence, et à produire ses propres choix. Elle détruit l'identité collective (la culture, le mode de vie, la langue, la religion). Cette destruction est irréparable selon l'auteur.

La violence détruit aussi la participation individuelle à la vie moderne. La personne est exclue de la société et de la nation par son incapacité à être citoyen (à consommer, travailler, être scolarisé, accéder au logement, au soin de la santé, etc. (Wieviorka, 2005b : 124-126). Elle lui donne le sentiment de l'impossibilité à vivre, donc enlève son sens. Du point de vue des victimes, la violence constitue une perte, une destruction physique, des repères subjectifs dans lesquels se meut la personne. Elle peut déboucher sur une subjectivité niée où la victime ressent un sentiment de dépersonnalisation, de désintégration, de rupture ou de discontinuité dans la trajectoire personnelle. « Avoir été victime, c'est éprouver, souvent, un sentiment de honte, de culpabilité, et toutes sortes de troubles qui peuvent plus ou moins durablement envahir l'existence » (Wieviorka, 2005a : 100-101).

Wieviorka, s'il associe violence et désubjectivation, reconnaît la possibilité d'un dépassement et d'un surgissement de l'action conflictuelle. Ceux qui ont pu trouver les

moyens de rester sujet, voire acteur en militant sont ceux qui arrivent à se reconstituer pleinement et reconstruire leur existence (Wieviorka, 2005b : 127). Se reconstituer en sujet, c'est trouver les mécanismes de subjectivation après avoir été souffert d'infériorisation et de différenciation (Wieviorka, 2005a : 101). À défaut de se constituer ou de se reconstituer, l'acteur individuel devient une inversion du sujet, l'acteur collectif une inversion du mouvement, un anti-mouvement empêchant de s'engager dans des rapports conflictuels, conduisant à un repli sur soi dans la destruction et la négativité de son fait (2005a : 107-108) ou à se livrer à la violence pour imposer sa reconnaissance (2005b : 131). Une politique de pardon, de reconnaissance et de vérité permet d'aider mieux les anciennes victimes à réintégrer la collectivité. La reconnaissance, la réparation et la capacité à mobiliser, à se projeter dans l'avenir permettent au groupe de se reconstituer (Wieviorka, 2005b : 127-128).

Cette possibilité du dépassement de la violence et du surgissement de l'action conflictuelle de Wieviorka nous paraît centrale dans cette recherche. En effet, les barricades peuvent être vues comme des conduites défensives et la violence ou le lynchage des membres de gangs comme les marques de l'anti-sujet dont sont victimes les habitants des quartiers. Mais ces actions comme d'autres conduites des habitants portent une dimension positive, une projection dans l'avenir.

Dans le sillage de Wieviorka, Brieg Capitaine (2016) pense aussi que la violence est le contraire de l'action. Dans son article sur le mouvement populaire autochtone *Idle No More* au Canada, Capitaine explique l'absence de mouvement social autochtone de grande ampleur depuis 1969 au Canada à partir de la violence dont ont été victimes les autochtones telles que : une loi discriminatoire à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, la séparation des enfants de leurs parents, de leur culture et de leur terre, la répression brutale de leur manifestation. Cette situation a contribué au repli des anciens pensionnaires. Néanmoins, Capitaine affirme que la Commission de Vérité et de Réconciliation (CVR) mise en place en 2008 se révèle être un espace favorable à la sortie de la violence des autochtones. Cette sortie de la violence se fait par la commission qui crée un espace de témoignages pour les victimes. Cet espace permet de reconnaître et de retrouver les subjectivités niées et de renouer les solidarités entre les victimes (Capitaine, 2017).

Notre thèse centrale est que la violence ne détruit pas toujours l'action du sujet à condition de porter attention aux différents niveaux de l'action et de mobiliser une approche adéquate permettant de faire émerger le sens que les acteurs donnent à leurs actions sans poser a priori la centralité des organisations, des institutions sociales ou de la normativité du chercheur.

Dans le contexte haïtien, aucune mesure n'est encore prise par l'État en vue de permettre aux victimes de la violence des gangs de se reconstituer. L'État haïtien, par son irresponsabilité à lutter contre cette violence, est accusé par les habitants de connivence avec les gangs, et délégitimé pour être le destinataire des plaintes. Faire appel aux *gangs* pour reconnaître et réparer leurs dommages paraît absurde selon la subjectivité des habitants. Dans ce contexte, il faut chercher en dehors des dispositifs institutionnels de pardon ou de réparation la capacité d'agir des victimes pour habiter la ville.

1.5. Question et objectifs de recherche

La sociologie classique des mouvements sociaux ainsi que la perspective urbanistique focalisent sur l'État comme agent de répression et ignorent la créativité des habitants dans la lutte contre la violence. Cette dimension créative est au cœur de la perspective culturelle de la violence. Dans cette recherche, c'est la violence des gangs et non celle de l'État qui est abordée. Elle vise à explorer la créativité et la capacité des habitants de la ville de Port-au-Prince à lutter contre la violence des gangs à travers leurs actions. Pour ce faire, nous formulons une question de recherche intitulée : comment les habitants de Canapé-Vert agissent-ils contre la violence des gangs pour habiter la ville de Port-au-Prince?

L'objectif principal de cette thèse est de comprendre les actions des habitants de Canapé-Vert contre la violence des gangs pour pouvoir habiter la ville de Port-au-Prince. À travers cet objectif, nous souhaitons comprendre comment leurs formes d'action s'articulent avec l'expression de leur droit à la ville (Lefebvre, 1968). Donc, nous voulons saisir le mouvement au sens de mobilité spatiale sur ce territoire de la violence et comment les résidents du quartier habitent la ville de Port-au-Prince et travaillent l'espace. Nous savons que leurs actions contre la violence des *gangs* visent plusieurs objectifs, mais ce qui nous intéresse particulièrement dans ce travail ce sont les actions de construction et de mouvement de l'espace par les habitants de Port-au-Prince. C'est-à-dire, l'affirmation par

les habitants du « droit à l'accès à la centralité urbaine, à la vie urbaine, aux lieux de rencontres, d'échanges, de rassemblement, au "ludique" » (Costes, 2010 : 181).

Chapitre II. Référentiel théorique et démarche méthodologique

Dans ce chapitre, nous présentons le référentiel théorique retenu pour le travail. Nous expliquons ensuite la démarche méthodologique que nous avons adoptée pour produire, analyser et théoriser les données.

2.1. La sociologie culturelle des mouvements d'action collective

La sociologie culturelle de l'action collective nous permet d'explorer les formes expressives et les modalités d'actions des sujets contre la violence des gangs. James Jasper (2001) propose dans cette perspective le concept d'art de la protestation sociale. Ce concept vise à « restituer la force d'invention des mouvements sociaux et la créativité individuelle et collective de leurs membres » (Jasper, 2001 : paragraphe 6). La prise en compte de la culture évite de réduire les mouvements d'actions collectives à des forces de développement historiques, comme le mouvement ouvrier, le mouvement anti-technocratique, pour focaliser sur l'action humaine, les motivations et les décisions (Jasper, 2001 : paragraphe 4).

Cette approche puise dans la sociologie culturelle des années 1980-1990 avec des auteurs qui se réclament de Burke, Geertz, Bellah (1970), Turner (1974) ou Sahlins (1976) (Cefaï, 2007 : 468-469, Alexander & Smith, 2003 : paragraphe 28). La culture est le paramètre manquant de l'explication des théories classiques des actions collectives comme la théorie de la mobilisation des ressources, du processus politique, des organisations et des réseaux. Les tenants des nouveaux mouvements sociaux reconnaissent la place de la culture dans les actions collectives, néanmoins elle a été peu explorée par ses théoriciens. L'analyse des cadres (*la frame perspective*) de Snow a fait de la culture une « construction des organisations » (Cefaï, 2007 : 408). La sociologie culturelle de l'action collective ne réifie pas les systèmes culturels. Elle saisit la culture dans sa dimension pratique et contextuelle, autrement dire, la culture en train de se faire (Cefaï, 2007).

Elle revendique l'héritage du pragmatisme de Chicago. Le collectif est saisi en train de se faire et non déjà constitué. Il est ouvert et pluriel. Il porte un sens des droits et de devoirs, des obligations sur les individus, les collectifs et les organisations. C'est pourquoi cette perspective fait réapparaître l'ancêtre des mouvements sociaux, le *collectif behavior*, avec ses concepts de foule, de public, etc. Jasper (2011 : paragraphe 9) affirme :

De fait, nous passons du modèle d'un mouvement social comme sujet collectif à celui d'une arène de coopération et de conflit où le mouvement d'action collective est un joueur parmi d'autres, et se compose lui-même d'une multiplicité de joueurs individuels disposant chacun d'un agenda propre et entrant dans des interactions avec leurs amis, leurs adversaires ou leurs spectateurs et avec des représentants d'autres mouvements, organisations ou institutions.

L'analyse ne porte pas sur les termes de stratégie, de marchandage et de négociation, basés sur des intérêts ou guidés par des idéologies déjà constituées, mais sur des activités pratiques de conversation, de délibération ou de controverse, de polémique ou de procès (Cefaï, 2007 : 476). Dans cette perspective, Jasper (2001) parle d'interaction stratégique au lieu d'action stratégique. L'objectif des acteurs s'éloigne dans ce courant de l'unique calcul matériel du marché. Selon les tenants, le régime d'engagement est complexe, allant de « citoyens ou électeurs, usagers ou administrés, consommateurs, habitants, voisins, mères de famille, amoureux de la nature, experts en ingénierie, légataires de la tradition ou témoins de l'histoire ». Ils font émerger des conceptions de bien-vivre ensemble et configurent des modalités de l'intérêt public (Cefaï, 2007 : 476-478).

Les normes intériorisées ne constituent pas le socle d'analyse culturelle, mais la culture est inscrite dans les « formes symboliques disponibles publiquement », dans les drames publics, dans les récits idéologiques ou dans les séries argumentatives (Cefaï, 2007 : 484). « L'action collective, à travers ses mises en scène, en argument et en récit, déploie des contextes de symbolisation, de coordination, et de communication » (Cefaï, 2007 : 489). Ainsi,

[Et] au lieu de ne réfléchir qu'en termes binaires de « facilitation et d'« empêchement », cette perspective impose d'analyser les multiples régimes d'engagement qui alternent, se composent et se tendent dans des opérations de coordination entre acteurs et d'ajustement à des objets (Cefaï, 2007 : 485).

L'action collective fait émerger des personnages publics, les fait des sujets ou des objets de l'histoire et leur impute des constellations de motifs, d'intentions, de croyances et de passions. Ses diagnostics et ses pronostics deviennent des versions de la réalité et nécessaires pour emporter la mise (Cefaï, 2007 : 490). Elle prend une forme symbolique qui vise à témoigner devant un auditoire à qui elle cherche à sensibiliser, à persuader, à convaincre, en utilisant des méthodes rhétoriques combinant à la fois des informations, d'arguments alternatifs et de propagandes (Cefaï, 2007 : 490-491).

Elle s'intéresse moins à une question stratégique où l'intérêt serait le mobile d'action des acteurs. L'action collective se solde en général par des désaccords, mais cela ne laisse pas aplanir les conceptions des protagonistes autour des arguments de liberté, d'équité et de justice. Ces enjeux arrivent rarement à « désamorcer les mobilisations collectives qui se battent pour des biens moraux, religieux, ou politiques tenus pour non négociables » (Cefaï, 2007 : 496). Les intérêts et les forces quand ils s'expriment dans le discours, ils ne sont définis comme existants (ou non), et ne sont perçus comme légitimes (ou non) qu'à l'épreuve des catégories, des drames, des arguments et des récits qui les circonscrivent, mais ils ont leur efficace propre (Lolive J., 1997 : 109-130, cité par Cefaï, 2007 : 498).

Récuser la poursuite de l'intérêt comme mobile de l'action collective, c'est accepter d'autres modalités de l'action qui dépasse la « rationalité instrumentale ». La sociologie culturelle de l'action collective intègre ainsi la dynamique affective dans l'étude des actions collectives. La culture occidentale a substitué aux passions la recherche de l'intérêt comme fondement de l'accumulation capitaliste à partir du XVIII^e siècle (Sommier, 2020b : 2). L'émotion, si elle occupe une place dans le comportement collectif a été reléguée cependant dans la sphère de l'irrationalité, et elle était pensée en termes psychiques. Elle a été ensuite occultée par la théorie de la mobilisation des ressources et la théorie de l'action rationnelle qui focalisent sur les mécanismes rationnels, les ressources à l'intérieur des organisations. Beaucoup d'eux ont perçu la place de l'émotion comme le concept de « libération cognitive » de McAdam et « cadres d'injustice » de Gamson, mais aucun d'eux ne l'a donné sa valeur heuristique (Sommier, 2020b : 3). Les diverses critiques lancées à ces théories qui ont montré la place incontournable de l'émotion dans l'analyse ont conduit *ad hoc* à des interprétations instrumentales de l'émotion (Sommier, 2020b; Cefaï, 2007).

Les émotions peuvent conduire à des réalités objectives. La sociologie culturelle fait des émotions le principe fondateur et de continuité de l'identité collective. « Aucun mouvement social ne peut émerger et durer sans les émotions comme la fidélité, la loyauté, la compassion, et la complicité, la gratitude, et la confiance » (Cefaï, 2007 : 519). « Une victime doit susciter de l'« empathie morale » si elle veut être défendue, de la même manière qu'un ennemi doit être présenté comme déviant, monstrueux ou criminel, immoral et nocif

pour que des mouvements sociaux (se) meuvent et (s') émeuvent." (Eyerman R., cité par Cefaï, 2007 : 522).

Les émotions s'inscrivent aussi dans les rites. Ils servent une « éducation sentimentale », soudent des « communautés affectives » et poursuivent la réalisation de « fins cognitives ». Les foules en usent et en abusent (Cefaï, 2007 : 522). Ils engendrent de l'engagement, intensifient les émotions. Ils ont une forme expressive : met en acte des rapports d'égalité ou de hiérarchie, des identités de genre ou de race, des partages du secret et du public (Cefaï, 2007 : 524).

2.2. Démarche méthodologique

Cette thèse s'inscrit dans la lignée de la recherche qualitative. Selon Robert et Gaudet (2018 : 8), la recherche qualitative est un processus itératif de production des connaissances. Effectuer une recherche qualitative suppose de collecter des données qualitatives sur le terrain et de les analyser qualitativement (Paillé & Mucchielli, 2012 : 12-13). En effet, le terrain de recherche est d'une grande importance en sociologie. C'est dans cette perspective que Bernard Lahire (2006 : 447) a écrit : « penser en sociologue, c'est toujours penser sur matériau ». Cela implique, selon l'auteur, qu'il ne peut pas y avoir de propositions sociologiques véritables sans l'existence de matériau pour servir de repère empirique pour orienter, réguler et contrôler ces propositions (Lahire, 2006 : 447-448). Cette affirmation correspond tout à fait à la sociologie culturelle des actions collectives. Celle-ci opte pour l'enquête méthodologique de terrain. Cette analyse est de type microsociologique et vise à prêter attention aux détails. Elle refuse les conflits systémiques. Elle saisit la culture en train de se faire, celle qui est incarnée dans des contextes d'action et d'interaction. Elle recourt aux méthodes ethnologiques d'observation participante, d'entretien approfondi et d'analyse documentaire, mais d'une manière à saisir les acteurs dans leur environnement et à saisir leurs actions en situation (Cefaï, 2007 : 530-531). La recherche qualitative suppose d'aller recueillir des données sur le terrain. Pour ce faire, le chercheur doit définir son approche et les stratégies lui permettant d'aborder la réalité.

2.2.1. Approche méthodologique : la théorisation enracinée

La théorisation enracinée est l'approche méthodologique qui est retenue pour cette recherche. Nous entendons par approche méthodologique, « les stratégies visant à saisir et

à documenter la réalité » (Robert & Gaudet, 2018 : 41). Cette approche vise à construire une ou plusieurs théories (Guillemette & Luckerhoff, 2015 : 1; Robert & Gaudet, 2018 : 48). En effet, « la théorie ancrée » est la signification de la « *Grounded Theory* » la plus répandue en français. Il s'agit d'une fausse traduction, car le mot « *anchored* » qui correspond à « ancrée » ne figure dans aucun texte sur la *grounded theory* en anglais. Parler de théorisation enracinée plutôt de théorisation ancrée renvoie au symbolisme des fondements épistémologiques de la théorisation enracinée (Guillemette & Luckerhoff, 2015 : 1-2). La théorisation enracinée est « un processus qui consiste à constamment lier construction théorique aux données de terrain, un processus qui n'est jamais complètement terminé » (Guillemette & Luckerhoff, 2015 : 2-3).

Il existe plusieurs approches, parfois différentes, qui ont été développées à partir de celle de Glaser et Strauss (1967), mais l'essentiel de la théorisation enracinée est de mettre l'accent sur quatre principes. D'abord, l'adoption de la logique inductive où le chercheur renverse l'ordre de la logique hypothético-déductive pour témoigner d'une ouverture d'esprit à ce qui émerge des données. L'induction constitue l'identité de la théorisation enracinée par rapport aux approches hypothético-déductives. Elle est réalisée par un entrelacement simultané entre la collecte, l'analyse et la théorisation des données (Guillemette & Luckerhoff, 2015 : 5-6). Néanmoins, la théorisation enracinée n'exclut pas la déduction, sinon dans ses phases secondaires. Le but de la théorisation enracinée est d'arriver « d'abord et avant tout, et constamment » à une théorisation à partir des données.

La théorisation est un processus continu de recherche qui ne peut qu'être arrêté provisoirement par la saturation théorique, laquelle correspond à la perception d'une compréhension adéquate du phénomène de la part du chercheur. Elle exige pour cela un échantillonnage théorique, où la collecte et l'analyse des données se font en même temps et de manière circulaire, et non séquentielle. Cette analyse provisoire des données oriente alors de nouvelles cibles (Guillemette & Luckerhoff, 2015).

Selon Robert et Gaudet (2018 : 50-54), la théorisation enracinée se fait en six étapes. Nous ne faisons que résumer ces étapes ici. D'abord, le codage initial permet de synthétiser le matériel en ses meilleurs mots-clés ou expressions. La catégorisation permet de passer de la description du matériel à sa compréhension par un effort d'abstraction réalisé à partir

des codes. La mise en relation consiste à identifier les liens entre les catégories. Ces liens peuvent être de diverses natures telles que fonctionnelles, causales, hiérarchiques, etc. L'intégration consiste à découvrir le fil narrateur entre les catégories. La modélisation consiste à modéliser l'objet de recherche, c'est-à-dire à décrire ses dimensions, définir ses possibilités d'existence, tirer des conséquences, et découvrir ses liens avec d'autres phénomènes. La théorisation vise à évaluer la théorie émergeant des étapes précédentes.

Nous nous sommes appuyés sur les différents aspects de notre référentiel théorique (culture, symboles, émotions, récits, héros) de l'action collective pour réaliser notre enquête de terrain, les catégories d'observation et de discours ainsi que pour l'analyse du matériel empirique. Ces aspects peuvent être considérés comme étant des concepts sensibilisants, lesquels sont suggérés par les fondateurs de la théorisation enracinée. Les concepts sensibilisants possèdent un contenu étendu. Ils ne prescrivent pas ce que le chercheur doit voir, mais lui proposent des axes de recherche (Robert & Gaudet, 2018 : 48-49). Néanmoins, si nous utilisons un référentiel théorique dans le cadre de la théorisation enracinée, c'est uniquement comme des lunettes pour observer la réalité et non pour adopter une posture rigoureuse avec elle.

2.2.2. Terrain de recherche : Canapé-Vert

Cette étude portait sur Canapé-Vert, un quartier situé à l'est de la ville de Port-au-Prince (Haïti). Canapé-Vert est l'un des 35 quartiers (au sens administratif du terme) que compte la commune de Port-au-Prince (ONU-Habitat, 2011). Canapé-Vert est considéré symboliquement comme un quartier de lutte contre la violence des gangs depuis l'évènement du 24 avril 2023 au cours duquel des membres d'un gang ont été stoppés dans le quartier par des agents de l'ordre appuyés par quelques habitants du quartier. Malgré la violence des bandits à laquelle les habitants ont été confrontés quotidiennement, Canapé-Vert restait l'un des quartiers pacifiés de Port-au-Prince. Cette caractéristique du quartier est le résultat de la lutte des habitants. Ils redessinaient les frontières de leur quartier afin de le sécuriser. Ils posaient des actions afin de dissuader les gangs. Nous devons préciser que notre enquête ne portait pas sur les gangs, mais sur les actions menées par les habitants du quartier contre la violence et sur leurs perceptions des gangs. Comme nous le verrons dans le prochain chapitre, notre enquête cherchait à explorer de manière exhaustive les

modalités d'action, sinon de lutte dans le quartier contre les gangs. Il s'agissait de comprendre comment les habitants agissaient contre la violence des gangs pour affirmer leur droit au quartier, c'est-à-dire leurs droits d'habiter cet espace et de participer à ces activités.

2.2.3. Techniques d'échantillonnage

Nous avons procédé à un échantillonnage théorique. Tous les participants à la recherche habitaient à Canapé-Vert. Cet échantillon a été constitué progressivement avec des citoyens de la zone, des membres de la brigade, des personnes ayant été victimes de la violence des gangs hors du quartier, ainsi que d'anciens et nouveaux habitants de la zone. À la fin de notre enquête, les entretiens ont été réalisés avec des personnes qui connaissent très bien la réalité du quartier et qui ont été informées des autres acteurs afin de bien saisir les nuances dans les premiers entretiens réalisés. Il va sans dire que les données et les informations recueillies préalablement ont été analysées en plusieurs étapes, ce qui avait donc changé à chaque étape. Notre échantillon est diversifié et comprend 21 personnes, dont des femmes et des hommes. Leur niveau socioprofessionnel est varié. Il comprend des citoyens ordinaires du quartier, des étudiants, des jeunes, des professeurs, des commerçantes, des employés et une personne qui travaille dans la Police. Nous avons décidé de ne pas faire de description détaillée et individuelle des profils des personnes, car c'est un sujet vraiment sensible. Notre enquête a été réalisée entre mai et juin 2024. Néanmoins, bien avant, dès l'obtention de l'approbation éthique de la recherche, nous avons commencé à recruter des participants en ligne et grâce à des personnes-ressources vivant dans le quartier.

2.2.4. Méthodes de recherche

La méthode de recherche fait référence aux outils utilisés pour coproduire les données. Dans cette recherche, nous avons combiné deux techniques de collecte de données : l'observation directe et l'entretien semi-directif. Pour ce qui est de l'observation directe, nous avons observé la mouvance des personnes dans le quartier, le rythme avec lequel elles participaient à leurs activités quotidiennes et d'autres activités du quartier, leur direction vers d'autres quartiers, bref leur rapport au quartier. Nous avons également observé la reconfiguration des rues et les barricades qui ont modifié l'accessibilité des rues

pour les habitants du quartier, mais aussi pour les personnes extérieures. Nous avons effectué des séances d'observation dans le quartier presque chaque jour entre mai et juin 2024. Ces séances d'observation avaient parfois eu lieu avant ou après les entretiens formels et informels réalisés dans le quartier. Nous avons réalisé vingt et un entretiens formels. Tous ces entretiens ont été réalisés dans le quartier, soit à côté des regroupements provisoires des habitants du quartier qui discutaient de sujets de toutes sortes entre eux (mais un peu éloignés d'eux pour éviter les perturbations dans les enregistrements), soit à côté de la place publique de Canapé-Vert ou encore chez les participants. Le lieu et l'heure de l'entretien ont toujours été choisis par les participants. La prise de photo de l'espace du quartier n'a pas toujours été permise. Certains riverains du quartier nous ont interdit de prendre des photos. Nous avons également jugé que cette mesure était nécessaire, car, la présentation des photos pourrait nuire aussi à la confidentialité des actions. Nous avons également réalisé des entretiens informels dans le quartier, dans le marché de Canapé-Vert et sur la place publique. Toutes ces informations ont été utiles pour la recherche. Elles figurent également dans ses résultats.

2.2.5. Techniques d'analyse des données

Nous avons traduit les entretiens du créole au français. Les extraits ont été sélectionnés en fonction de la modalité de l'action menée contre la violence des gangs dans le quartier. Certains d'entre eux révèlent une forme d'action plus constructive que d'autres. D'autres révèlent des actions qui n'excluent pas la violence. D'autres sont plus axés sur le comportement que sur l'action.

Nous avons analysé le matériel à l'aide des techniques d'analyse à l'aide des catégories conceptualisantes (Paillé & Mucchielli, 2012, § ch.12). Cette analyse se fait en plusieurs étapes. D'abord, il s'agissait de construire des catégories d'analyse. En effet, la catégorisation résulte d'un travail en trois temps non séparés : un travail de description analytique pendant lequel les catégories reprennent, sans plus, les mots employés par les sujets ou les constats issus des notes de terrain; un travail de déduction interprétative et un travail d'induction théorisante qui consistent à construire et non d'importer un concept, différent ou modifié de son champ référentiel originel ou d'une construction langagière

antérieure (Paillé & Mucchielli, 2012 : 337-341). Les catégories construites ont été suivies des autres étapes de l'approche méthodologique évoquées ci-dessus.

2.2.6. Précision sémantique

Nous avons surtout essayé de faire deux proscriptions sémantiques surtout au début des entretiens. Nous avons évité d'utiliser le verbe lutter pour parler des actions menées dans le quartier contre la violence des acteurs concernés. Nous avons également évité de partir de notre propre appellation des acteurs de la violence (*gangs*, *bandits*).

Nous avons constaté que, dans le processus de recrutement des participants ainsi que durant les premiers entretiens, l'utilisation du verbe « lutter » pour décrire l'action menée contre la violence des acteurs concernés orientait l'action et réduisait la multiplicité de sites pour la production des données. Certains des premiers participants nous avaient dit qu'ils n'étaient pas les meilleurs participants de la recherche et qu'ils nous réfèrent les membres de la brigade, en dépit de leur participation à l'action. En bref, tous les habitants du quartier ont été concernés par l'étude où ils participaient d'une manière ou d'une autre à la résistance contre la violence des acteurs concernés. Dans le contexte du terrain, le mot lutter, selon ce que pensaient certaines personnes du quartier, se réfère à la participation de la brigade. Nous avons évité d'utiliser ce mot au début des entretiens même avec ceux réalisés par les membres de la brigade afin de chercher toutes les modalités d'actions utilisées. Utiliser cette expression au début d'un entretien pourrait choquer le participant qui considérerait ne pas faire partie du groupe de recherche bien qu'il participait à l'action dans le quartier, et surtout par mesure de prudence. Tout semble indiquer que la lutte contre la violence est une question vraiment sensible.

En second lieu, nous avons évité de partir avec une appellation des auteurs de la violence (*gangs*, *bandits*, *hommes armés*, bref l'adversaire ou l'ennemi des habitants, ou les acteurs de la violence qui concernent notre objet). Nous avons plutôt laissé émerger la propre appellation des interviewés au cours des entretiens. Cette utilisation des mots a été très variée. « *Bandits* », « *gangs* » ou « *hommes armés* », tous ces mots ont été utilisés. Comment doit-on appeler les auteurs de la violence dans ce cas? Faut-il s'accorder sur l'appellation qu'ils utilisent eux-mêmes? En regardant certaines vidéos de membres de groupes criminels, on constate qu'ils utilisent souvent l'appellation « *hommes armés* ».

Cette expression « hommes armés » apparaît souvent dans les entretiens. Faut-il plutôt s'accorder sur l'appellation des habitants sur lesquels portait la recherche? Dans leur cas, l'appellation est variée, et d'un entretien à l'autre, elle change encore. En effet, les hommes armés seraient l'appellation la plus consensuelle pour désigner les acteurs de la violence à Port-au-Prince tant pour les acteurs de ces criminalités que pour nos participants à l'étude. Toutes les appellations « gang », « bandit », « criminels », « hommes armés » sont parfois péjoratives. Pour éviter toute mauvaise interprétation, il fallait parler des hommes armés avec précision lors d'un entretien avec la personne qui travaille dans la Police, car lui aussi il possédait légalement son arme. Il n'était donc pas un « bandit », mais un homme armé. Enfin, pour simplifier, les appellations dans les extraits d'entretien ont été rapportées telles qu'elles ont été énoncées.

2.2.7. Le contexte de la production des données à Canapé-Vert

Il y a plusieurs moments à considérer qui impliquent sur la qualité des données de l'enquête. L'invasion de la prison civile de Port-au-Prince poussée par le regroupement des gangs avait abouti à la chute/démission du Premier ministre de l'époque, Ariel Henry. Ces actes de violence ont été poursuivis par l'incendie de plusieurs commissariats de la ville et de l'aire métropolitaine en général. Les gangs avaient intensifié leurs actes de violence dans la capitale. La peur régnait chez les populations comme chez les agents de l'ordre. Ces actes avaient servi de tremplin aux velléités manifestées depuis plusieurs années en faveur d'une intervention militaire étrangère pour lutter contre les gangs. Parallèlement, les actions menées contre la violence des gangs dans le quartier ont été renforcées. Dans ce cas, la montée de la violence ne contribuait pas à affaiblir la capacité d'action des habitants de Canapé-Vert, elle l'avait renforcée. Les barricades ont été multipliées dans le quartier pour lutter contre une invasion éventuelle du quartier par des gangs. Les actions qui se révèlent parfois moins dignitaires (contrôle, vérification, exigence d'identification) ont été renforcées au cours de cette période. Avec la mise en place du conseil présidentiel de transition (CPT) et l'arrivée du Premier ministre Garry Conille (en juin 2024), les actions menées contre la violence des gangs avaient commencé à transformer à Canapé-Vert. Certaines barricades avaient commencé à être enlevées. Avec l'arrivée de la mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), les gangs avaient continué leurs

actes criminels et se préparaient à affronter les policiers haïtiens et kényans. La lutte contre les gangs était devenue plus polarisée.

2.2.8. Enjeux et considérations éthiques

Cette recherche a respecté les trois principes de l'éthique procédurale, à savoir: la dignité et l'intégrité des personnes, ainsi que la justice. Nous avons aussi mesuré au cours de notre recherche de terrain en Haïti les enjeux de l'éthique relationnelle (relation de pouvoir, de séduction et de valeur thérapeutique) présente dans le cadre des activités scientifiques (Robert & Gaudet, 2018 : 123-136). Tous les participants à cette étude avaient déjà atteint leur majorité (18 ans). La différence d'âge entre les participants était comprise entre 24 et 45 ans. Le consentement des personnes a été obtenu de manière libre et éclairée. Les formulaires de consentement ont été imprimés et signés par quelques participants, mais certains autres avaient préféré donner leur consentement par voie orale. Nous avons reçu des garanties formelles de la part des participants quant à la confidentialité et l'anonymat de leur participation. Au vu de notre objet d'étude, l'anonymat et la confidentialité des participants méritent une attention toute particulière pour les protéger. Cette recherche a été réalisée dans un cadre académique. Nous avons respecté et mis en œuvre toutes les dispositions et principes éthiques définis par le bureau éthique de la recherche de l'université d'Ottawa. Nous avons garanti l'anonymat des participants. Ils ont été traités avec équité (Robert & Gaudet, 2018 : 123-124). D'ailleurs, nous avons évité de prendre même des photos des espaces pour éviter d'affaiblir la résistance du quartier. Enquêter sur un sujet comme l'action menée contre la violence exige de la prudence envers les acteurs pour ne pas être considéré comme un espion ni comme quelqu'un qui pourrait affaiblir leur action. L'enquête sur les luttes contre la violence requiert plus que d'autres la confiance des participants.

Chapitre III. Acteurs, action et espace contre la violence des gangs à Canapé-Vert

Ce chapitre décrit les actions menées contre la violence des gangs et la relation entre les acteurs qui s'impliquent dans ces actions à Canapé-Vert. Il met en évidence la transformation de l'espace social et physique du quartier pour lutter contre la violence des gangs. Ces actions permettent de faire du quartier un espace de résistance contre la violence des gangs à Port-au-Prince.

3.1. Le contexte de l'action à Canapé-Vert

Pour comprendre les actions menées contre la violence des gangs à Canapé-Vert, trois facteurs importants sont à considérer. L'enquête montre que ceux-ci influencent la lutte des habitants contre la violence. Premièrement, *bwakale* a donné à la violence des gangs un sens particulier pour le quartier. Deuxièmement, les discours autour d'un retour éventuel des gangs dans le quartier apparaissent comme un sentiment primordial pour comprendre l'action dans le quartier. Enfin, cette croyance du retour des gangs est renforcée par l'évasion des détenus de la prison civile de Port-au-Prince, le pénitencier national, au début du mois de mars 2024. Autrement dit, saisir l'action nécessite un détour par la mémoire et les croyances.

3.1.1. *Bwakale* à Canapé-Vert : de la violence à l'action

Le 24 avril 2023, une réaction contre la violence des gangs a eu lieu à Canapé-Vert, connue sous le nom de *bwakale*⁴. Au cours de cet incident, quatorze membres de gangs ont été lynchés par des agents de l'ordre, épaulés par quelques habitants du quartier. Cet incident s'est produit après environ cinq années de massacres et de meurtres, d'enlèvements contre rançon, de viols, de vols et d'incendies menés par les gangs à Port-au-Prince en particulier. L'incident s'est produit lorsque des bandits ont voulu traverser le quartier de Canapé-Vert, avec des armes de poing, pour aller prêter main-forte à un groupe de bandits déjà installé à Turgeau, un quartier voisin.

⁴ *Bwakale* est un néologisme dans la langue créole, utilisé pour qualifier les mobilisations antigouvernementales, contre l'insécurité et contre le coût excessif de la vie en automne 2022 en Haïti. Le mot vient d'une manifestante ayant eu en ses mains une cuillère qu'elle frappe contre une assiette vide (symbole de protestation à l'insécurité alimentaire) sur la route de Delmas, à Port-au-Prince, en répétant *bwakale* plusieurs fois, comme un slogan. Ce même thème va être utilisé pour nommer l'opération de déstructuration des gangs qui a commencé à Canapé-Vert. Aujourd'hui il est aussi utilisé pour exprimer une opposition, un châtement, un rejet.

Cet incident a produit un changement dans la relation des gangs avec la population haïtienne. Il a été dramatisé dans l'opinion publique, mais aussi par les médias locaux et internationaux en disant que « la peur a changé de camp » pour parler de la situation d'Haïti. *Bwakale* s'est poursuivi en une opération généralisée de déstructuration du banditisme. Il est considéré comme une contestation de la territorialisation de la violence de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince ayant causé beaucoup de pertes en vies humaines et matérielles. Plusieurs autres quartiers avaient été déjà vidés de leurs habitants. *Bwakale* a freiné la violence des gangs à Port-au-Prince (temporairement, car les gangs continueront leurs actes criminels quelques mois plus tard). On peut considérer *bwakale* comme une forme de justice populaire dans un contexte d'impunité sociale causée par la violence généralisée des gangs et l'affaiblissement du système judiciaire du pays. La justice comme la police se sont révélées incapables de répondre au besoin de sécurité et de protection de la population.

Depuis cet incident, la relation des habitants de Canapé-Vert entre eux a changé, tout comme leur rapport avec les gangs. *Bwakale* a participé, sans en être la cause, à produire un nouveau régime d'expérience des habitants dans le quartier. Les habitants participent à la construction de nouvelles relations de conflictualité pour endiguer la violence exposée ou subie des gangs. Dans le quartier, on est passé de la violence à l'action en dépit du fait que la frontière entre les deux est parfois poreuse. Ces actions se donnent à voir dans la construction des barricades, dans le renforcement des liens de proximité, dans les formes de solidarité développées pour lutter contre la violence que nous développerons plus loin dans le chapitre. Ces changements dans les interactions sociales du quartier puisent dans un contexte particulier qui est l'imaginaire du retour des gangs au quartier.

3.1.2. La fabrique de l'imaginaire du retour des gangs

À Canapé-Vert, il existe une croyance partagée au sujet de l'invasion éventuelle du quartier par des gangs qui chercheraient à se venger du drame d'avril 2023. L'imaginaire du retour éventuel des gangs s'exprime d'une manière ou d'une autre dans tous les entretiens que nous avons réalisés. En effet, il n'est pas possible d'affirmer réellement si les gangs vont revenir dans le quartier, mais il n'est pas non plus impossible qu'ils y reviennent. Selon Bernard Debarbieux (2015 : 18), l'imaginaire n'est pas un contrepoint du réel, il s'associe

au réel pour façonner implicitement ou explicitement des pratiques et les significations qui leur sont associées. L'imaginaire peut être en conflit avec le réel, pourtant cette situation n'est pas moins pertinente pour saisir certains contextes d'expériences (Cefaï, 2007 : 489-490). L'imaginaire du retour des gangs à Canapé-Vert participe à la définition de la réalité du quartier en faisant du retour des gangs un problème public qui interpelle tous les habitants du quartier. Cet imaginaire est construit autour des rumeurs d'invasion du quartier, de ripostes alarmantes, des menaces des gangs à l'endroit des habitants du quartier. Il affecte la vie quotidienne des habitants à l'échelle individuelle et collective. Les habitants de Canapé-Vert pensent que les gangs vont revenir un jour pour semer la terreur dans la zone. Ils présentent le quartier comme une zone qui se trouve dans la visée des gangs depuis le drame d'avril 2023. Ricot déclare : « *Depuis bwakale, nous subissons des menaces qui viennent de leur part en tant qu'habitants de Canapé-Vert* ». La première tentative d'entrer des gangs dans le quartier a été un échec. Cette défaite est insoluble pour eux. Ces derniers parviennent à commettre leurs activités de violence partout dans la ville de Port-au-Prince, néanmoins Canapé-Vert reste à ce jour un symbole de résistance contre la violence des gangs. Les habitants du quartier pensent que les gangs vont venir réparer cet affront dans l'avenir.

Cette croyance à l'invasion éventuelle du quartier crée un sentiment d'insécurité chez les habitants. Il engendre la peur et la panique. Dans un entretien, Katie raconte : « *Souvent, ils [les bandits] nous font palpiter nos cœurs; à certains moments, on entend qu'ils sont à Pétion-Ville, à d'autres reprises, à côté de la Natcom, parfois, ils descendent* ». Il y a une crainte chez les habitants d'être « victimes » d'un éventuel retour des gangs. Cela contribue à la réduction de la mobilité (présence dans un lieu) des habitants hors du quartier voire dans le quartier même. En thème de prévention, les habitants font preuve de prudence et adoptent un comportement de repli sur soi afin de se protéger en cas d'invasion de la zone par des hommes armés. Julie déclare : « *Personne ne sait quand il y aura un massacre dans la zone, pour cela, on reste chez soi* ».

En effet, les personnes qui sont faiblement engagées dans l'action contre la violence dans le quartier semblent les plus affectées par l'éventuel retour des gangs. À titre d'illustration, Katie, une participante moins active dans l'action du quartier, déclare « *À maintes reprises,*

on entend des rumeurs qui nous font croire qu'ils sont là, qu'ils sont à Pétion-Ville, donc on est obligé d'avoir peur, on ne peut pas marcher ». En revanche, Michel affirme « *Ils ont représenté une menace, désormais, à cause des dispositions que nous avons prises, nous nous en foutons* ». Michel en tant que membre de brigade relate la bravoure et le combat. Une éventuelle invasion du quartier l'affecterait peu. Par ailleurs, ses propos évoquent aussi des actions entreprises face à un retour offensif des gangs. La peur d'être victime conduit à un repli sur soi, mais elle pousse aussi à affronter la violence par la violence.

À Canapé-Vert, l'imaginaire du retour n'engendre pas que de l'immobilisme. La crainte d'être victime contribue à des actions dans le quartier contre la violence des gangs. Passy et Giugni (2005) ont souligné dans une étude portant sur la France et la Suisse le lien existant entre l'imaginaire et action contestataire. Selon les auteurs, les imaginaires influencent la formation de groupes et façonnent les identités. Cela permet aux acteurs collectifs d'agir ensemble dans le monde social. Ensuite, l'imaginaire permet de définir un espace de résonance qui rend légitime l'action en offrant aux acteurs les ressources culturelles et symboliques de leur construction. Ainsi, il définit des « opportunités discursives et politiques » pour l'action. En réponse à l'éventuel retour des gangs, les habitants de Canapé-Vert s'organisent pour lutter contre la violence. Ricot raconte : « *La semaine qui s'est écoulée, il y avait une dernière réunion. On a dit que c'est là à Canapé-Vert que les hommes de Vivre Ensemble⁵ viendront finaliser leurs actes de violence. À ce moment même que je parle avec vous, nous y sommes prêts* ». Par ailleurs, cette action dépasse les limites d'une simple protestation pour introduire une forme d'engagement plus large et plus constant dans le quartier. L'imaginaire active la résistance dans le quartier. Eddy déclare : « *Parfois, je vois sur les réseaux sociaux que les bandits vont envahir Canapé-Vert, cela ne me stresse pas, nous ne faisons qu'attendre les bandits. Nous ne laisserons pas Canapé-Vert livrer aux bandits* ».

Le retour éventuel des gangs crée une nouvelle temporalité dans le quartier en modifiant le fonctionnement de la vie ordinaire. Denis déclare : « *Si vous restez éveillés, au moment où ils [les gangs] envahissent la zone, vous pouvez appeler quelqu'un à votre secours. Si vous dormez, ils peuvent envahir totalement le quartier* ». Cette potentialité de la violence unit

⁵ *Vivre Ensemble* est le nom de la nouvelle alliance des gangs en Haïti.

les habitants autour d'un enjeu commun. Ils souhaitent se protéger de la violence, protéger leurs familles et leurs amis, garder leurs biens et préserver les propriétés du quartier. En somme, ils veulent continuer à habiter le quartier. Cet enjeu met en relation divers acteurs du quartier, au-delà des divisions sociologiques classiques : femmes, hommes, employés, petits commerçants de détails, les grandes entreprises de la communication qui se trouvent à proximité du quartier, militants ainsi que religieux, tous s'impliquent dans la lutte. Il n'est pas arbitraire d'affirmer que les actions et la résistance du quartier contre la violence vont se réaliser autour de ces enjeux.

3.2. Les acteurs en lutte contre la violence dans le quartier

À Canapé-Vert, la lutte contre la violence est coordonnée par trois acteurs principaux : la brigade, les policiers eux-mêmes et la population locale. Ils entretiennent de forts liens. Néanmoins, certains habitants du quartier ne sont pas toujours d'accord sur les modes d'action de la brigade.

3.2.1. La brigade

Les brigades, également appelées groupes d'autodéfense, sont des acteurs importants dans la lutte contre la violence des gangs dans les quartiers. Avec la police, les brigades sont les figures les plus connues de Port-au-Prince dans la lutte contre la violence des gangs. Les membres de ces brigades restent cachés, mais leur travail est largement reconnu. On a tendance à considérer les brigades comme les seules actrices de la lutte contre les gangs et à occulter la contribution des autres acteurs, comme les membres de la population. Le Conseil de sécurité de l'ONU les considère comme un potentiel acteur de la violence (ONU-Conseil de Sécurité, 2023c : 16-17). Néanmoins, l'implication de la brigade dans la lutte contre la violence à Canapé-Vert va de l'action constructive à des pratiques parfois déplorables, entachées de violence. Pourtant, la brigade de Canapé-Vert ne se considère pas comme un acteur de violence. Elle revendique une philanthropie et déplore la violence qui se produit parfois au cours de leurs actions. Michel déclare : « *Nous ne sommes pas des cannibales, nous sommes amoureux des hommes* ». Cette justification est faite dans un contexte de questionnement général sur les actions de la brigade.

La brigade surveille les barricades jour et nuit, et se trouve dans certaines entrées du quartier pour demander aux inconnus de s'identifier surtout lorsqu'il y a une montée de la

violence dans les autres quartiers de la ville. Les membres de la brigade portent des cagoules et ne se laissent pas identifier durant leurs interventions.

La brigade a une composition diversifiée. Elle réunit des personnes qui travaillent dans la police, jeunes et adultes du quartier. Michel, un policier, membre de la brigade, déclare : « *Ce qui est essentiel dans la brigade, si elle a 30 ou 40 personnes, seulement 10 parmi eux sont des policiers. Les autres sont les membres de la population* ». La présence des policiers dans la brigade se reflète dans ses formes de lutte, néanmoins les membres n'en ont pas moins gardé leurs statuts dans la brigade. Marc établit une distinction entre la fonction des policiers et celle des citoyens dans la brigade basée sur le port d'armes. Il raconte : « *Je tiens entre mes mains un bâton. [...]. Ce sont des armes qui devraient être dans mes mains. Mais je ne dois pas posséder des armes. Ce sont les forces de l'ordre qui doivent en porter* ». Il y a à l'intérieur de la brigade une répartition des tâches qui se fait entre les policiers et les simples citoyens. Néanmoins, l'activité et le mode opératoire de la brigade sont déterminés en partie par la présence et l'expertise des policiers. Les membres de la brigade gèrent leur anonymat en portant des cagoules pour éviter d'être la cible des bandits. Néanmoins, ils ne suscitent pas la crainte de la population. Ils développent d'étroits rapports à leur environnement. Nathalie, habitante et petite commerçante du quartier, voit la brigade comme une partie de la communauté. Elle déclare : « *Je n'ai pas peur les membres de la brigade, parce que je les connais. Ils sont des personnes de la communauté. Nous sommes eux, ils sont nous-mêmes* ».

Au niveau de la population comme chez les membres de la brigade, le travail de la brigade est vu comme complémentaire à celui des policiers. Marc, un membre de la brigade, déclare : « *Nous avons une population de douze millions d'habitants et vous prenez neuf mille policiers, c'est insuffisant, nous effectuons un travail qui est volontaire et chaque zone a des membres de la brigade qui la surveillent* ». Néanmoins, dans le cas d'Haïti, ce n'est pas l'insuffisance de policiers qui est à l'origine de l'insécurité. Walner Osna (2023) a fait remarquer, dans une approche comparative, qu'il n'existe pas de ratio policier/habitant dans certaines zones du pays. Néanmoins, les populations ne sont pas confrontées aux problèmes de terreur. Certains pays, comme les États-Unis et la

République Dominicaine, qui ont un ratio policier/habitant raisonnable, connaissent aussi des problèmes de criminalité et d'insécurité chaque année.

L'association entre policiers et membres de la population qui compose la brigade est de plus en plus mise en avant dans les médias. Ils considèrent en effet comme le mouvement *bwakale* que l'État haïtien ne se montre pas à la hauteur de la sécurité des citoyens. En effet, au début de l'opération *bwakale*, les bandits avaient peur. Le Premier ministre de l'époque, Ariel Henri a demandé à la population de cesser *bwakale* dans un message. Pour certains membres de la population, cette déclaration a entraîné des répercussions négatives sur l'opération *bwakale*. Steph déclare : « *Vous savez, avec le gouvernement d'Ariel Henry, qui avait fait une mauvaise gestion du pays, il a demandé au phénomène bwakale de s'arrêter. Après l'arrêt de bwakale, les enlèvements ont augmenté de façon considérable* ». À la suite de cette déclaration, les gangs ont repris confiance. Ils ont continué leurs activités criminelles en Haïti.

L'association entre membres de la population et policiers constituant la brigade fait bon ménage à Canapé-Vert. Junior, un jeune habitant du quartier, affirme : « *[Of course, of course], naturellement, naturellement, sans la collaboration des policiers, nous aurions échoué* ». Les habitants du quartier sont reconnaissants envers le travail de la brigade. Nathalie pense que « *sans la brigade, les bandits auraient pris le contrôle de la zone* ».

La brigade de Canapé-Vert s'implique dans des activités autres que la surveillance et la protection du quartier contre la violence des gangs. Elle participe à des activités communautaires du quartier. Elle organise des activités de divertissement dans la zone pour lutter contre les conséquences psychologiques de la violence. Ricot raconte : « *Nous avons fêté 18 mai ici, il y avait une grande cérémonie sur la place, nous avons décidé de créer du loisir parce qu'il n'y a aucune personne que vous voyez ici qui n'est pas traumatisée* ». La brigade a créé des activités récréatives pour les enfants et rendu les rues du quartier accessibles pour le fonctionnement de l'école. Elle participe aussi à la protection environnementale du quartier. Michel raconte au cours de l'entretien : « *La place a été remplie de fatras, nous les avons ramassés. Nous faisons des affaires sociales. S'il y a des choses qui dérangent la société, nous nous mettons avec les personnes de la zone, et nous avançons* ».

La brigade est composée majoritairement d'hommes, mais une femme participe à sa logistique. À Canapé-Vert, la femme de l'un de nos participants se fait la substitute de son mari. Deux membres de la brigade m'ont référé à elle pour obtenir son consentement afin qu'ils acceptent l'entretien. Elle veille aussi à la protection de son mari en lui prodiguant des conseils et en gardant une fréquente communication avec lui en son absence. Son implication fait entrer le travail affectif dans la sphère publique. Sans elle, les deux entretiens avec les membres de la brigade auraient été difficiles à réaliser. Il convient de souligner le rôle des femmes dans la lutte contre la violence des gangs à Canapé-Vert. Elles apportent un soutien physique et financier à la brigade. Elles s'occupent également du foyer lorsque leurs maris participent aux activités de la brigade. Elles participent également aux autres formes d'actions menées contre la violence dans le quartier.

Le mode opératoire de la brigade reste confidentiel. Ses membres évitent d'évoquer son fonctionnement avec les personnes extérieures au groupe afin d'éviter qu'elle soit liquidée, que la résistance du quartier soit anéantie ou qu'ils soient soupçonnés de trahir la résistance contre la violence des gangs. Les membres de la brigade vivent l'action dans le quartier avec bravoure. Ils font preuve de bravoure en défiant la violence des gangs, qui s'accomplit partout à Port-au-Prince. Ils sont convaincus que les membres des gangs ne seront pas capables de s'approprier le quartier grâce à leurs actions. Patrick s'exclame, après avoir terminé notre entretien dans le quartier, en nous informant d'un acte d'incendie dans le centre-ville perpétré par les hommes de *Vivre ensemble* : « *Je vous jure que Vivre Ensemble ne peut venir le [l'acte d'incendie] faire à Canapé-Vert* ». Les membres de la brigade considèrent aussi leur implication comme une fierté. Fierté d'assurer le leadership du mouvement de quartier si noble, et de gagner la confiance et la crédibilité des habitants. Michel déclare : « *Ma fierté, c'est parce que je suis le leader. Je suis le bras droit du mouvement, tout le monde peut me faire crédit. Ils disent qu'autant que je sois là, Canapé-Vert reste ce qu'il est, cela me fait plaisir* ».

Néanmoins, d'autres habitants du quartier sont critiques envers l'opération de la brigade qui n'est pas toujours fondée sur des preuves rigoureuses pour définir les présumés criminels. Julie argue : « *Moi, je pense que les hommes qui sont dans les rues, qui donnent bwakale à Canapé-Vert, peuvent condamner à tort des innocents* ». S'ils s'accordent sur

le châtement des membres des gangs, ils dénoncent les victimes innocentes. Ainsi, la brigade doit trouver sa légitimité dans des actions totalement constructives pouvant la différencier du début de la formation du banditisme, car des habitants du quartier s'inquiètent du fait qu'elle ne remplace pas à l'avenir les bandits contre lesquels elle combat actuellement.

3.2.2. Les policiers

L'implication des policiers contre la violence des gangs en Haïti est complexe. Pour la comprendre, l'analyse doit séparer les policiers de l'institution policière. Selon l'ONU, la Police n'a pas de véritables moyens pour lutter contre la violence (ONU-Conseil de Sécurité, 2023c). Pour d'autres membres de la population, il s'agit de manque de volonté, voire de complicité de la police et des dirigeants haïtiens avec les gangs (Osna, 2023). L'institution policière n'envoie pas de signes clairs à la population dans la lutte contre le banditisme. Des commissariats du pays sont détruits et occupés par des bandits depuis 2021. Par ailleurs, certains policiers sont devenus membres de gang, à l'instar de Jimmy Cherizier dit *Barbecue*. Grâce à son leadership, il fut à la tête de G9⁶ vs GPEP au moment de l'opposition de ces deux plus grandes fédérations criminelles d'Haïti. Actuellement, il est le leader de *Vivre Ensemble* qu'incarne l'alliance de ces deux fédérations criminelles jadis opposées. Dimitri Hérard, originaire du quartier de Canapé-Vert, et ancien chef de l'unité de sécurité générale du Palais national (USGPN), évadé de pénitencier national, a rejoint, selon les rumeurs, le gang *Izo 5 secondes* à Martissant. Les actions contre la violence à Canapé-Vert ont été multipliées à cause de son alliance (réelle ou non) avec le gang *Izo 5 secondes* après l'évasion des prisonniers de la prison civile de Port-au-Prince, principal centre carcéral du pays.

Néanmoins, certains policiers entretiennent d'étroits liens avec la population et font partie de la brigade d'autodéfense du quartier. La brigade est, comme nous l'avons vu, une association de policiers et d'habitants du quartier. Néanmoins, tous les policiers qui travaillent dans le commissariat de Canapé-Vert ne font pas partie de la brigade. Les interactions policières résultent de formes de solidarité plus individuelles qu'institutionnelles. L'implication des policiers dans la lutte contre la violence dans le

⁶ G9 et GPEP étaient le nom des deux grandes fédérations criminelles en Haïti.

quartier est complémentaire à celle de la brigade. Marc, un membre de la brigade, affirme : « *C'est comme si la police gère les plus hautes instances et moi, les sous-instances; la journée, j'assure la brigade, la nuit, les policiers effectuent leur travail de manière légale* ». L'implication des policiers est de type identitaire, et non fonctionnel. Ils sont en partie originaires et habitants du quartier. Ils entretiennent d'étroits liens avec les autres habitants qui surveillent le quartier. Ils s'impliquent dans le travail de surveillance dans le quartier. Léon, un habitant du quartier qui participe à la surveillance, déclare : « *Nous avons le commissariat qui est toujours là avec nous, qui patrouille toute la zone et la brigade qui est aussi dans la zone* ».

Ces policiers font partie des rares policiers du pays à avoir bénéficié de la crédibilité de la population sur un effectif qui s'implique souvent dans des actes de violence, d'exécutions arbitraires, voire d'enlèvement qui s'inscrit dans l'histoire de l'institution militaire et policière du pays. Ricot déclare : « *Nous avons de bons policiers, des policiers capables, volontaires, ils nous donnent confiance et disent que nous ne devons pas fuir le quartier, la solution est de rester debout pour lutter* ». Cette déclaration illustre que la participation des policiers dans la lutte s'écarte de la fonction policière pour agir comme les habitants du quartier. La participation de l'un n'exclut pas celle de l'autre, en opposition à la sécurité publique qui ne devrait être que la fonction de la Justice. Ils sont tous acteurs de la lutte contre la violence dans le quartier.

Néanmoins, la participation des policiers contre la violence se réalise aussi avec le matériel de l'institution policière qui est à leur disposition. Cela souligne la complexité et le hiatus entre policiers et institution policière. L'association entre les policiers, la brigade et les autres habitants (car la brigade est composée de policiers et d'habitants) constitue les acteurs de lutte contre la violence des gangs à Canapé-Vert. Cette association d'acteurs se reflète dans les initiatives et les modalités d'action contre la violence.

3.2.3. La population

Tous les habitants qui surveillent le quartier ne sont pas les membres de la brigade, encore moins des policiers. L'action à Canapé-Vert est une action publique, non dans le sens d'une intervention étatique contre la violence, mais elle est publique au sens que Dewey (cité par Louis Quéré, 2003) accorde à cette notion. Elle met en mouvement les habitants du

quartier, indépendants de leurs caractéristiques sociodémographiques et de leur appartenance idéologique dont l'éventuel retour des gangs transforme leur régime d'expérience et qui s'impliquent dans la régulation de ses conséquences. L'implication de la population va de la surveillance à la coopération et du soutien à la brigade et aux policiers du quartier. La population surveille le quartier et passe de simples habitants en participants souvent subtils à l'action contre la violence. Elle habite le quartier et lutte pour son quartier. Michel, membre de la brigade déclare : « *La population nous soutient. Elle a fait tout ce que nous lui avons demandé. Elle n'a pas abandonné le quartier pour laisser la place aux bandits. Financièrement, elle apporte ses moyens aussi* ». La population soutient et collabore avec la brigade et les policiers dans la lutte contre la violence dans le quartier. Son soutien exprime aussi dans les formes de résistance et de résilience qu'exerce l'habitation de l'espace.

3.3. Les actions

Les actions contre la violence à Canapé-Vert se réalisent dans la construction des barricades, la surveillance et le soutien communautaire.

3.3.1. Vers la construction des frontières physiques avec les barricades

La montée des barricades constitue la forme d'action la plus visible à Canapé-Vert. La majeure partie du quartier est barricadée. Ces barricades sont dans les voies de communication au quartier des zones avoisinantes. Leur construction offre l'image d'un quartier enclos. Les barricades sont aussi présentes dans certaines rues à l'intérieur du quartier. Les barricades ont transformé la physionomie du quartier. Michel déclare : « *La zone n'était pas comme ça. Les barricades viennent déranger notre arrangement* ». Certaines rues du quartier sont fermées par des barricades. Pour accéder aux bâtiments construits, les habitants empruntent d'autres itinéraires plus restreints. Ils cherchent à contrôler les personnes qui fréquentent les espaces. Ils ont construit les barricades pour lutter contre l'invasion éventuelle du quartier par des hommes armés. Elles servent à protéger leur vie dans le quartier. Michel déclare : « *Soudainement se développe le phénomène [tentatives des gangs d'approprier le quartier], nous qui vivons dans la zone, avons choisi, d'une manière ou d'une autre, de protéger notre vie grâce aux barricades* ». Grâce aux barricades, les activités marchandes sont possibles dans le quartier en proie à la

violence quotidienne des hommes armés. Les barricades participent à la mobilité (présence dans un lieu) en offrant un sentiment de sécurité aux habitants à fréquenter les lieux du quartier. La violence pousse au repli par rapport à l'extérieur, mais rend simultanément la mobilité à l'intérieur du quartier.

Les barricades opèrent un mouvement de rupture et de continuité dans l'espace du quartier. Elles sont semi-mobiles, possèdent deux extrémités, l'une fixe, l'autre mobile. La partie fixe est attachée à un support dans la rue, l'autre bout est muni d'une chaîne pour favoriser l'ouverture et la fermeture de l'espace physique de la rue (voir l'annexe 4). Elles sont ouvertes et fermées suivant un horaire précis. Néanmoins, une escalade de la violence dans la ville de Port-au-Prince par des hommes armés peut modifier l'horaire habituel de fermeture des barricades.

Les barricades engendrent un sentiment de sécurité dans le quartier en constituant des obstacles aux bandits. Néanmoins, le sentiment de sécurité qu'offrent les barricades n'est pas toujours partagé dans le quartier. C'est le cas de Luck qui ne croit pas véritablement dans la capacité des barricades à retenir les bandits. Il déclare : « *Moi, je pense toujours que les gangs peuvent avoir le courage de venir briser les barrières et faire des dégâts* ». Suivant ces propos, un sentiment de sécurité dans la zone aurait garanti par des dispositions plus robustes, impossibles de briser par les agresseurs extérieurs. Il persiste : « *Lorsque je suis à Canapé-Vert, je me sens un peu en sécurité, mais pas à 100%; 70 ou 75%. Je dis à 75% parce qu'il n'y a pas de grands murs, à tout moment, il peut avoir lieu une invasion* ». Luck ne croit pas totalement à l'efficacité des barricades. Néanmoins, cela nous pousse à considérer un autre aspect des barricades pour d'autres acteurs, leur aspect symbolique. Cet aspect est valorisé surtout par ceux qui surveillent les barricades.

3.3.2. Les barricades comme construction de frontières symboliques

Les barricades ne sont pas toujours utilisées à des finalités de blocage ou de barrage dans un conflit entre les acteurs. Les barricades parlent d'elles-mêmes. Leur présence exprime une dimension subjective permettant de dissuader l'adversaire dans le cadre d'un conflit lié à l'espace. La barricade est le symbole de la ville révoltée (Tartakowsy, 2020). L'efficacité des moyens est importante dans un conflit et cette efficacité repose en partie

sur leur force symbolique. La combinaison des aspects instrumentaux et symboliques nous permet de comprendre pleinement l'action des barricades.

À Canapé-Vert, en dépit d'un nombre élevé de barricades partout dans le quartier, les acteurs semblent miser plus sur leur dimension symbolique que sur leur utilisation instrumentale. Luck déclare: « *Les barrières développent une crainte chez les hommes armés. Ils ne viendront pas à leur guise dans le quartier s'ils remarquent qu'elles sont là* ». Les barricades sont utilisées pour dissuader les bandits d'envahir le quartier. L'image d'un quartier barricadé joue tout aussi contre l'invasion du quartier par des gangs. Dans la lutte des habitants, les barricades prennent surtout une forme expressive. Cet aspect symbolique des barricades aide à comprendre la non-proportionnalité des dispositions prises par les habitants par rapport aux moyens que disposent les hommes armés. En effet, les gangs font circuler sur les médias sociaux des vidéos et montrent des armes automatiques comme le Kalachnikov, Ak-47; M-82 barrette. Selon les experts de l'ONU, les gangs détiennent des fusils de pompe et des armes semi-automatiques dont la majorité est de provenance des États-Unis d'Amérique (ONU-Conseil de Sécurité, 2023c : 25-27). Le gang *Izo 5 secondes* de village de Dieu a montré son drone militaire DJI Matrice 300 RTK en mars 2024 pour surveiller les opérations policières (Lindor, 2024). Les barricades apparaissent objectivement incapables à lutter contre cette toute-puissance des gangs. Mais le simulacre des barricades s'oppose à cette affirmation. Cette réalité est illustrée dans le discours de Jeff : « *Imaginez-vous que les barricades peuvent lutter contre les bandits? Nous les érigeons pour les convaincre de ne pas venir* ». Jeff est un membre de la brigade. Il surveille les barricades construites dans le quartier. Les membres de la brigade chargée de cette surveillance sont conscients de cette dimension symbolique. Il s'agit pour eux d'offrir une certaine représentation du quartier comme zone combattante et comme symbole d'action. Selon eux, l'utilisation des barricades a pour but de dissuader les gangs de commettre des actes de violence dans la zone. Eddy déclare : « *Nous ne faisons rien. L'agresseur potentiel voit clairement la zone et déduit qu'il sera la victime en commettant un acte de violence ici* ». L'image du quartier barricadé fait partie intégrante de la lutte contre les bandits. Les barricades mènent une lutte symbolique contre les gangs. Elles délimitent en effet l'espace touchable et celui qui n'est pas touchable par les adversaires ou les ennemis. Les barricades permettent d'indiquer aux personnes extérieures qu'une

résistance est en train d'avoir lieu dans le quartier. Traverser une rue barricadée suscite la colère de ceux qui les surveillent et ré-active l'action collective dans le quartier. De même, l'érection des barricades est un symbole qui montre que l'espace concerné est en lutte contre la violence des gangs. Les barricades détiennent donc un pouvoir iconique.

3.3.3. La surveillance

La surveillance des personnes en lien avec la violence des gangs est l'action courante des habitants du quartier. C'est une forme d'engagement ordinaire individuelle, mais qui est liée à l'action collective du quartier. Les habitants surveillent la présence de l'intrus et du suspect représentant un danger pour le quartier. Ces personnes peuvent être un bandit ou un espion du gang. Les habitants surveillent les espions parmi les habitants du quartier, mais aussi parmi les personnes extérieures qui viennent au quartier. L'espion dévoilé n'est pas toléré dans le quartier comme l'affirme Ricot : « *Je vous jure, nous le disons dans les rencontres, les espions de la zone n'auront pas leur chance* ». La surveillance comme l'a décrite Michel Foucault (1975) permet d'exclure, de sanctionner et de normaliser les individus. Elle permet de maintenir le quartier en action contre la violence des gangs. Néanmoins, elle est une initiative populaire qui ne s'inscrit pas, sinon immédiatement, dans le cadre d'un pouvoir étatique. La brigade participe dans la surveillance du quartier, mais elle n'est pas la seule actrice. À Canapé-Vert les habitants cherchent à exercer un contrôle sur l'étranger, plus encore sur l'étrangeté. Elle est considérée comme une sorte de participation des habitants du quartier dans l'action contre la violence. Elle vise à la protection de soi, des membres de sa famille et du quartier. Denis s'exclame : « *Surveiller la zone, personne ne l'ignore, le phénomène d'invasion des zones par des bandits arrive partout, si nous ne voulons pas dans cette situation, nous devons faire de la vigilance. Toutes nos familles sont dans la zone* ».

La surveillance engendre des pratiques jugées bonnes contre la violence chez les habitants du quartier. Elle conduit à la prudence qui est la surveillance de soi et des autres. Elle régularise les comportements et les attitudes de l'habitant surveillant. Elle limite l'assaut des bandits au quartier, mais aussi elle empêche les habitants du quartier d'être de connivence ou de faire partie d'une telle initiative. Denis déclare : « *Nous nous surveillons, nous ne participons dans aucune mauvaise activité de quiconque et nous surveillons la*

zone ». La surveillance du quartier est aussi un travail collectif qui met en exergue la relation entre les acteurs du quartier et ceux de proximité s'impliquant contre la violence des hommes armés. Ricot déclare : « *Chaque personne surveille sa zone, on est à Turgeau, on surveille Turgeau [...], mais avec un seul mot d'ordre, l'heure doit être respectée dans toutes les zones qui sont connectées ensemble* ». Le suspect est surveillé attentivement. Il est révélé par sa non-maîtrise de l'espace physique ou social du quartier, mais aussi à l'aide des traits stéréotypés. La détermination de l'espion par les membres de la brigade décrit un art de surveillance qu'illustrent les propos de Ricot :

Nous demandons au suspect son nom, la personne qu'il va visiter, l'adresse de la personne ou son numéro de téléphone pour l'appeler. Si ces informations font défaut ou sont fausses, nous parlons avec lui sagement pour donner la vérité. S'il refuse, nous prenons sa photo, nous la partageons sur le groupe *WhatsApp* de la zone, il est rapidement le sujet de notre débat. Si nous trouvons qu'il a des liens avec les gangs, nous vérifions ses contacts pour voir s'il n'a pas le numéro d'*Izo*, de *Ti Lapli*, de *Barbecue* ou autre chef de gang. S'il est complice, on fait en sorte à lui mettre dans un climat de moins de crainte afin de révéler les vraies informations de sa mission. Ensuite, nous pouvons appeler sa famille venir lui chercher ou il peut être pénalisé ou rendu au commissariat.

La surveillance n'est pas un devoir, mais une responsabilité pour les habitants. Nathalie relate :

En tant que citoyenne de la zone, j'ai une très grande responsabilité surtout en cas où je constate des hommes suspects dans la zone, je dois parler de façon discrète aux personnes de la communauté pour enquêter sur les suspects afin de savoir de quoi il en est. Parce que nous devons protéger l'un l'autre dans la zone.

Tel que nous pouvons le constater, Nathalie n'est pas contrainte de surveiller, mais en surveillant le quartier, elle participe à la vie de sa communauté. Ses propos soulèvent des conceptions de citoyenneté et de fraternité. La surveillance est volontaire et désintéressée comme le souligne Marc : « *Depuis la période bwakale, je me porte volontairement pour surveiller la zone* ». Elle peut être vue comme un manque à gagner pour les habitants mêmes comme illustre Julie au sujet de ses frères qui surveillent la zone : « *Ils n'ont jamais dormi le soir pour surveiller les bandits, je les ai dits toujours, ils perdent leur temps, ils deviennent anémiés pour rien* ». Ses frères participent dans l'action de la zone contre la violence. La surveillance est utile pour la résistance, mais elle revêt aussi une dimension antidémocratique (fichage, étiquetage, etc.), car, en dehors des équipements de combat présents sur la personne ou des informations justes le concernant, les critères permettant de déterminer le suspect au début ne peuvent que se baser sur des stéréotypes.

3.3.4. Le soutien communautaire

L'action à Canapé-Vert s'appuie sur le soutien communautaire. En absence d'une entité politique capable de consacrer des ressources dans la lutte contre la violence des gangs, la population contribue et fait le problème de la violence une responsabilisation du quartier et non un problème de sécurité publique (étatique). Les habitants défient les membres du gouvernement. Ils les jugent responsables de la violence des gangs dans le pays. Ils font peu confiance à la réponse des gouvernements face à ce problème. Les gangs sont leur adversaire dans ce conflit, et l'État ou le gouvernement n'intervient pas comme interface. Par ailleurs, il convient de rappeler la reconnaissance de la contribution de certains policiers de la zone.

Les habitants développent les pratiques communautaires pour lutter contre la violence des gangs. La population surveille le quartier et soutient les autres acteurs (brigade et policiers). Elle finance la construction des barricades et entretient la brigade. Le soutien communautaire met en œuvre les valeurs de volonté et de solidarité. Marc raconte : « *Dernièrement, j'avais participé à une réunion où on collecte une somme d'argent entre les habitants, une dame a pris la parole et a déclaré avoir été impatiente pour donner son argent pour ériger une barrière dans la route* ». La participation communautaire est une participation volontaire, dépourvue d'aucune contrainte, elle est une obligation morale. La personne participe suivant sa capacité. Nathalie, une commerçante de détails explique : « *Quand je suis capable de donner une boisson ou de l'eau pendant la montée du soleil, je le fais s'ils [membres de la brigade] sont sur place, je contribue selon mes moyens* ». Ce soutien n'est pas sollicité comme le précise Michel : « *Financièrement, la population apporte ce qu'elle possède, bien que nous n'ayons pas demandé cela, mais nous passons la nuit debout, matin et soir, nous n'avons pas dormi, la population nous récompense à son niveau* ». Ces contributions aident à l'entretien des membres de la brigade qui surveillent le quartier jour et nuit contre les potentielles attaques des hommes armés. Néanmoins, le fonctionnement de la brigade est autonome du soutien communautaire. Léon déclare : « *Lorsque nous ne trouvons pas leur support, nous restons comme ça, nous restons toujours debout* ».

Le soutien est aussi possible avec l'acceptation de la capacité d'action de chaque personne accomplissant une diversité de fonctions non séparées. Léon est à la fois membre de brigade et participant communautaire. Il déclare : « *S'il y a quelque chose à organiser, je suis capable de donner 25 gourdes⁷, je le fais. Si je n'en ai pas non plus, ils ne me disent rien, ils savent que je donne quand je le possède* ». Ceux qui contribuent à l'entretien de la brigade sont aussi des personnes qui surveillent le quartier tel que nous venons de le voir dans le chapitre portant sur la surveillance. Il n'y a pas une division du travail d'engagement où l'investissement financier serait incombé à un groupe d'élite ou d'entrepreneur politique, et l'action à une sous-catégorie. Les acteurs sont aussi les supporteurs, vice-versa. Le travail d'engagement à Canapé-Vert est peu différencié.

3.4. De la construction de l'espace d'action à la production d'espace de résistance à Canapé-Vert

L'espace sert de support de lutte. Mais aussi l'action contre la violence aboutit à la construction d'un espace de résistance dans le quartier.

3.4.1. L'utilisation de l'espace dans la lutte contre la violence

L'action à Canapé-Vert s'appuie sur l'espace dont elle transforme, mais aussi sur la connaissance de l'espace du quartier que maîtrisent les acteurs. Les habitants transforment l'espace pour agir contre la violence. La construction des barricades restreint l'usage du quartier pour la circulation des automobiles, voire des piétons. La rue Bois Patate, comme l'une des plus grandes rues, qui communique le quartier à Turgeau et à Pétion-Ville, devient l'unique voie de circulation au moment de l'activité réelle ou perçue des gangs dans la ville. Elle est constamment barrée dans ses deux extrémités à partir d'une heure précise dans la soirée et ouverte dans la matinée. D'autres voies secondaires qui relient le quartier à l'extérieur sont aussi bloquées. À certaines distances de la rue X⁸ est érigée une barricade qui bloque le passage aux usagers la nuit. Un détour en parallèle, plus restreint, ouvre à une distance plus haut dans cette rue. Le détour est un couloir qui abrite les membres de la brigade pour surveiller ceux qui entrent dans le quartier la nuit. Ricot

⁷ La gourde est la monnaie officielle haïtienne

⁸ Lettre empruntée pour remplacer le nom d'une rue.

souligne : « *Nous avons utilisé toutes les stratégies pour faire obstacle à ceux [bandits] qui vont arriver. Chaque détour que vous avez trouvé est contrôlé par des gens le soir* ».

L'action contre la violence transforme le quartier, espace public, en espace sélectif. Eddy déclare : « *Les bandits ne passent pas dans la zone. Si la personne n'est pas un bandit, elle est une passante, elle peut passer et passer encore* ». L'accès du quartier est interdit aux bandits et tous ceux qui ont des liens avec le banditisme. Cette situation n'est pas sans conséquence pour les habitants du quartier. Ils sont aussi interdits de fait dans d'autres espaces de la ville comme Champs de mars, Centre-ville contrôlés par les bandits. Cette réalité au sein de la ville de Port-au-Prince met en conflit les deux territoires : celui de la violence et d'action.

Dans d'autres cas, l'action contre la violence ne transforme pas l'espace, mais les acteurs cherchent à le connaître et le maîtriser. Il y a une valorisation de la connaissance des habitants du quartier dans la production de l'espace d'action. La connaissance des détours que laisse l'aménagement du quartier est priorisée par les habitants dans leurs luttes. Au cours de mon entretien avec Léon, il m'a dit : « *Je vous dirais d'aller là pour voir si vous êtes capables, vous ne savez pas la zone, ni le chemin que vous allez parcourir. Vous pouvez entrer dans une maison en pensant que vous allez dans un corridor* ». Ses propos illustrent un quartier avec des constructions physiques non clairement tracées et identifiées. Néanmoins, cet aménagement sert de support aux habitants pour produire un quartier de résistance.

3.4.2. La production de l'espace sociale de résistance à Canapé-Vert

L'action contre la violence contribue à la transformation du quartier en espace social de résistance. La résistance prise dans sa forme spatiale ici peut être renvoyée à la définition de Maurice Halbwachs (1950 : 201, cité par Giroud, 2007 : 71). Selon l'auteur, la résistance c'est « se maintenir ou se réformer dans un quartier, ou dans une rue qui ne sont plus faits pour eux, mais sur l'emplacement qui [étaient] le leur ». Cette définition paraît légitime dans le cas de Canapé-Vert, car elle aide à saisir les pressions réelles ou perçues qu'exercent les gangs pour s'approprier de l'espace du quartier, mais aussi la présence des habitants dans l'espace en dépit de cette tendance du retour à l'appropriation du quartier. La résistance assure le fonctionnement du quartier en dépit des pressions extérieures. Ricot

illustre cette réalité dans ses propos : « *Canapé-Vert fonctionne normalement, mais il y a beaucoup de menaces* ».

À Canapé-Vert, la résistance peut être décrite sous ses deux formes, à la fois ouverte ou déclarée et discrète ou non déclarée tel que la distingue Scott (2006). Celle des membres de la brigade est ouverte. Cette action est connue par la collectivité, en dépit de l'anonymat des membres. Des personnes connaissent mieux l'existence de cette résistance et moins l'identification des acteurs.

La résistance de la population est plus discrète. Elle s'applique à surveiller silencieusement les suspects. Les regroupements de proximité, les membres de la famille ou de voisins dans la même zone pratiquent cette résistance. Elle n'est pas dévoilée. Les habitants alertent discrètement les autres acteurs - brigades ou policiers - du potentiel danger de l'arrivée d'un suspect. Ce lien entre les deux formes de résistance à la violence permet l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs dans le quartier. Les policiers du commissariat, les membres de la brigade et les habitants du quartier participent à la résistance à Canapé-Vert. Ricot raconte : « *Il y a beaucoup d'espions, nous sommes informés quand ils arrivent. Nous les attrapons, et nous les remettons à la justice ou nous faisons justice nous-mêmes* ».

La résistance contre l'appropriation du quartier est une opposition au phénomène de « territoires perdus » que connaît en particulier la ville de Port-au-Prince avec les gangs. Dans le contexte haïtien, l'expression est celle de l'ancienne ministre de la Justice qui a déclaré dans une émission télévisée que « *Nous devons accepter aujourd'hui que certains espaces sont des territoires perdus*⁹ ». Cette déclaration a été vivement critiquée par les citoyens. Elle donne selon eux confiance aux bandits dans la territorialisation par la violence de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince. Par leurs luttes, les habitants de Canapé-Vert s'opposent à ce phénomène et affirment leur droit à l'appartenance du quartier. Steph déclare : « *Nous avons construit dans la zone, nous n'allons pas accepter qu'elle devienne un territoire perdu. Nous sommes debout comme [un seul homme] pour éviter à notre zone de devenir un territoire perdu* ». La résistance exprime le refus des

⁹ On peut suivre l'émission en créole à partir du lien : YVENERT DIRECT - MINISTRE EMMELIE PROPHÈTE - 20 MARS 2023 <https://youtu.be/84fnnrz9Pmw>

habitants d'abandonner le quartier en faveur des gangs pour se protéger, pour protéger leurs biens et leurs réseaux sociaux. Elle montre aussi qu'habiter l'espace ne se réduit pas à l'occupation d'un logement, mais renvoie à des modalités de participation à la vie sociale et collective. Michel déclare :

Ma mère et mon père m'ont grandi ici. Je suis né ici. Je travaille ici. Ma maison est un héritage de mes parents. Et là où vous m'avez vu, plus bas, c'est mon affaire. C'est ma terre aussi. J'ai beaucoup d'intérêt à venir dans le mouvement pour ne pas perdre mon affaire, mon quartier, ma maison, mes biens, mes familles, mes amis de vieille date et mes connaissances.

Ce rapport sociohistorique qui lie Michel au quartier aurait empêché sa désappropriation vive et violente par les bandits. Il lutte à garder son espace en y habitant.

L'action d'habiter un quartier soumis à la violence des gangs constitue une forme de résistance. Dans cette perspective, les habitants de Canapé-Vert (à l'exception de ceux qui pourraient être de connivence avec les gangs, s'il en existe) participent de manière consciente ou pas, volontaire ou involontaire, organisée ou individuelle dans cette forme de résistance contre les gangs. Saisir cette dimension de la résistance consiste à considérer d'abord les pressions des gangs pour approprier le quartier, et exclure les habitants. Ensuite, la présence des habitants au quartier. Le concept « résister par habiter » proposé par le géographe français Mattieu Giroud (2007) est utile pour saisir cette forme de résistance. Selon l'auteur, résister c'est « dévier, ralentir, réorienter, produire autrement » face à une perturbation ou une intervention externe. Habiter dans ce sens assure la continuité des pratiques et des représentations qui participent au marquage social et à la production des lieux. Résister en habitant n'est pas contradictoire, ni uniquement contraire à la perturbation externe. Il est le refus de résignation, de l'abandon d'un lieu investi dans le temps (Giroud, 2007 : 57-85). Ce qu'exprime la conviction des habitants du quartier de Canapé-Vert en disant qu'ils ont habité longtemps le quartier, qu'ils n'ont pas à partir pour habiter d'autres quartiers, ou sur un ton d'engagement, qu'ils n'abandonnent jamais le quartier aux gangs. Comme le fait remarquer Giroud, autant qu'il y a la présence des personnes dans l'espace soumis au bouleversement extérieur autant qu'affirme cette forme de résistance, dans le marquage qu'il produit dans les lieux habités (Giroud, 2007 : 73).

La résistance à Canapé-Vert produit une attractivité résidentielle pour les déplacés des autres quartiers de la ville. L'attraction des autres habitants pour le quartier est due à

l'accessibilité du coût du logement, mais surtout par le fait que le quartier offre à ses nouveaux habitants une certitude qu'ils n'auront plus connu à l'avenir ce mouvement de déplacement continu. Comme illustrent les propos de Mike : « *J'habitais à Martissant, ils m'ont repoussé, j'ai quitté pour aller à Carrefour-Feuilles. J'ai tout perdu. Avec la prise de Carrefour-Feuilles, je suis venu à Canapé-Vert. Ici, les bandits trouveront de réponse* ». Le choix d'habiter l'espace dépend à la fois des facteurs objectifs de l'habitant (accès au logement, etc.), mais aussi des représentations sociales liées à l'espace. Canapé-Vert est considérée pour Mike comme un quartier de résistance à la violence, qui offre un certain niveau de certitude à l'occupation spatiale.

Cet espace de résistance est sécuritaire pour les usagers. Selon Eddy : « *Si vous êtes à Canapé-Vert, vous pouvez tenir et marcher avec votre argent dans vos poignées à travers les rues, vous n'avez rien à craindre* ». La résistance diffère le quartier de certains autres quartiers de la ville, où l'insécurité bat son plein. Dans ces espaces contrôlés par les gangs, les gens cachent leurs affaires pour se protéger. D'autres espaces publics de la ville ne sont pas du tout fréquentables pour les usagers ou encore les habitants sont forcés de se déplacer pour sauver leur peau. Par rapport à ces espaces, la résistance à Canapé-Vert crée ce phénomène de différenciation spatiale qui correspond à des manières d'être, des manières d'habiter différemment l'espace urbain (Grafmeyer, 2005).

Chapitre IV. Mémoire, représentations et identité à Canapé-Vert

Dans le chapitre précédent, nous avons décrit les actions entreprises et la relation entre les acteurs qui s'impliquent contre la violence des gangs à Canapé-Vert. Dans ce présent chapitre, nous voulons mettre l'accent sur les conséquences de ces actions dans le quartier et dans la ville de Port-au-Prince. En d'autres termes, le premier chapitre a mis l'accent sur les transformations spatiales qui se produisent dans le quartier. Ce chapitre veut aborder ces transformations au niveau des représentations sociales des habitants. L'action à Canapé-Vert n'aboutit pas à un résultat « pratique » qui serait la résolution du problème de la violence des gangs à Port-au-Prince, bien que les gangs n'exercent pas à certains niveaux leur contrôle sur les habitants dans le quartier. Néanmoins, les actions contre la violence à Canapé-Vert aboutissent à des transformations sociales et symboliques au niveau du quartier. Ces transformations symboliques concernent la mémoire, les représentations sociales et l'identité des habitants du quartier.

4.1. Vers la reconstitution de la mémoire des habitants autour de *bwakale*

Que peut-on dire de *bwakale*? Un acte de violence? Une résistance à la violence? Une légitime défense ou une affirmation du droit d'en bas des habitants? Un verdict populaire comme le répètent les médias? Tous ces discours font sens. Pour éviter les jugements moraux du chercheur sur *bwakale*, observons plutôt la manière dont les habitants justifient ce drame. Les émotions qui accompagnent le souvenir de *bwakale* diffèrent d'un habitant du quartier à l'autre. *Bwakale* ne suscite pas une réaction émotionnelle unique dans le quartier. Dans cette partie, nous voulons reconstituer la mémoire du quartier sur *bwakale* qui s'expriment en émotions depuis l'évènement. Le souvenir évolue dans le quartier. Michel souligne : « *Pour vous dire bien, moi, ma conception de bwakale est différente de celle que j'avais eue auparavant. Avec le temps, je mesure l'ampleur et le bien-être de bwakale* ». Le souvenir est dynamique. Il ne dépend pas seulement des positions objectives ou idéologiques des acteurs comme l'affirment Rateau et Rouquette (2002). Il peut être modifié par des situations et dans des contextes d'expériences. En effet, il faut considérer trois moments pour comprendre le sens de ce souvenir : le moment avant l'acte, le moment pendant l'acte et l'après l'acte. Le souvenir présenté ici est celui des personnes qui ont été témoins, mais aussi celui des habitants du quartier qui ont pris connaissance de l'évènement *bwakale* pendant son passage. Tous nos interviewés ont été informés de l'évènement. Ils

l'ont vu aussi à travers les médias sociaux. Le souvenir de cet événement est présent dans les représentations comme dans les pratiques des habitants du quartier. D'une manière ou d'une autre, cet événement a marqué la vie des habitants du quartier. Le souvenir est présent dans la vie personnelle des habitants, mais aussi s'exprime dans leur relation avec les hommes armés. *Bwakale* est un événement complexe qui ne permet pas de déterminer facilement les victimes et les coupables. Il serait plus pertinent d'observer les justifications que les acteurs font de cet événement.

La majorité de nos interviewés considère *bwakale* comme un acte de résistance dans et pour le quartier. Michel par exemple déclare : « *Je constate l'existence de zones de non-droit, la perte d'entreprises, la perte des vies humaines, le non-fonctionnement de l'école dans toutes les autres zones, Canapé-Vert reste debout, fonctionne, reste intact à cause de bwakale* ». *Bwakale* a été un acte d'indignation face à l'impunité dont bénéficiaient les bandits. Cette indignation a conduit à la résistance dans le quartier contre la violence des bandits. Bien qu'il ait causé la mort de plusieurs personnes, il apparaît à ce participant à la recherche comme une action juste contre la violence. Michel persiste : « *Pour vous dire vrai, bwakale avait un côté positif à 90%* ». Il a suscité la résistance dans d'autres quartiers de la ville, où les habitants vivaient dans la peur quotidienne d'être pris pour cible par les bandits qui avaient conquis de nouveaux territoires. *Bwakale* a ainsi initié les autres quartiers à la résistance contre les gangs. Il a permis de revaloriser les autres zones selon Mike. Il déclare : « *Il y avait beaucoup de zones qui ont commencé à devenir des territoires perdus, quand Canapé-Vert a initié bwakale, les autres zones comme Turgeau et Debussy avaient résisté aussi pour ne pas perdre leur valeur* ». *Bwakale* a enlevé la peur de la population souffrante de la violence des gangs, comme l'a souligné Ricot : « *Avec l'inauguration de BK [bwakale], le kidnapping avait baissé considérablement. Les gangs avaient une certaine limite; la peur a quitté le camp du peuple pour aller dans leur camp* ». *Bwakale* est considéré comme un acte de courage dont le souvenir pousse les acteurs à lutter contre la violence des hommes armés dans le quartier. Ricot déclare : « *Grâce à bwakale, nous avons pu essayer d'enlever la peur qui est en nous pour affronter sans crainte le danger* ». Les habitants pensent que cet acte décourage les bandits de revenir dans le quartier. Michel déclare : « *Nous n'avons subi aucune attaque depuis la première*

fois qu'ils ont essayé de le faire et ils ont vu ce qui a été produit. Nous n'avons subi aucune infiltration et aucun acte de violence de la part des bandits ».

Bwakale est considéré comme un acte qui permet de faire respecter le quartier. Luckson déclare: « *Bwakale a créé un respect, un principe, un mode de vie à Canapé-Vert. Imaginez-vous que des [adolescents] de 19-20 ans expulsent les propriétaires d'une vieille maison que leurs parents leur ont léguée ou qu'ils ont construite au prix de sacrifices* ». Il poursuit : « *Il n'y a pas de zone la plus paisible pour moi que Canapé-Vert. Vous voyez que les bandits ont sauté Canapé-Vert pour aller prendre Pétion-Ville. Il ne peut avoir de bandit à Canapé-Vert à cause de bwakale* ». Dans cette perspective, *bwakale* est un acte juste qui permet de respecter la vie, ainsi que les biens acquis par les habitants au prix d'énormes sacrifices.

Néanmoins, comme l'illustrent les propos de Michel, *bwakale* a aussi son côté négatif. Selon lui, il s'agit d'un incident involontaire et déplorable. Il déclare : « *Bwakale fut quelque chose qui est arrivé pendant que les bandits ont traversé le quartier dans un bus. Nous avons trouvé dans le bus beaucoup d'équipements de combat, d'armes et d'autres choses, et nous les avons tués. Ce n'est pas quelque chose qui a été voulu parce qu'ils sont humains comme nous* ». Michel exprime son regret quant à cet acte, car il considère les bandits comme des êtres humains. C'est un regret d'avoir violé un principe moral, celui de la sacralisation de la vie. Néanmoins, cet événement s'inscrit selon lui dans une volonté de protéger d'autres vies à l'avenir. Michel se défend : « *Mais par rapport à ce qu'ils font dans les autres zones, ils auraient volé nos biens, violé et tué nos enfants, nos pères, nos petits frères et sœurs s'ils étaient parvenus à accaparer le quartier* ».

Si les habitants vivant à l'extérieur du quartier ont vu *bwakale* comme une riposte au banditisme pour la ville de Port-au-Prince, *bwakale* marque aussi une identification négative pour les habitants du quartier. Bien que cet événement ait été mené par certains agents de l'ordre, assistés de quelques habitants du quartier, la figure de l'autodéfense violente s'étend par un travail médiatique à l'ensemble des habitants de Canapé-Vert. Les autres habitants du quartier en subissent d'ailleurs les conséquences à travers une série d'effets pervers. Selon Julie, une habitante du quartier, *bwakale* amène une « *mauvaise réputation* » pour le quartier de Canapé-Vert. Cet événement contribue à une identification

négative pour le quartier qui est assimilé à un espace de peur pour des non-habitants. Elle raconte : « *Je me souviens avoir été dans une camionnette à Lalue, les gens parlaient à propos des habitants de Canapé-Vert qui ont fait bwakale. Les habitants de Canapé-Vert ont un nom, ils ont un titre. C'est une honte pour nous. Je suis restée en silence, je n'ai rien dit* ». Selon Polletta et Jasper (2011 : 286, traduction libre), la honte résulte de la violation d'un code moral partagé. Cette honte peut s'expliquer par le fait que des présumés criminels ont été tués dans le quartier. Julie désapprouve cet acte. La honte est une émotion morale d'autodésapprobation, laquelle implique un sentiment de déconnexion avec le groupe (Polletta & Jasper, 2011 : 289, traduction libre). Julie manifeste sa déconnexion au groupe qui est à l'origine de l'acte, mais elle reste solidaire du quartier, car elle se sent concernée par les propos qui y sont tenus.

Bwakale est considéré comme une mesure de justice pour les couches vulnérables. Katie déclare : « *Ce sont les malheureuses [pauvres] qui subissent les méchancetés des gangs. Ils ont bien mérité bwakale, car nous ne leur avons rien fait* ». Ses propos illustrent que les victimes de la violence des gangs se trouvent davantage dans les catégories les plus vulnérables. La violence des gangs a provoqué un ressentiment chez les personnes qui l'ont subie. Bwakale est considéré comme une matérialisation de ce ressentiment. Cet événement n'a guère suscité de choc moral (Jasper, 1997, cité par Traïni, 2020) dans le quartier en raison de l'impunité dont bénéficient les bandits dans le pays, qui détruisent beaucoup de vies humaines et de biens depuis environ cinq ans. *Bwakale* est perçu comme une résistance pour protéger les vies dans le quartier. Le souvenir de *bwakale* est un acte héroïque pour le quartier de Canapé-Vert. Il participe à la construction du mythe d'un quartier pacifié.

4.2. Le mythe du quartier pacifié : le sentiment d'être à Canapé-Vert

La résistance contre la violence crée à travers une représentation commune de *bwakale* un certain sentiment d'appartenance au quartier. Elle confère aux habitants le sentiment d'être protégé par rapport à la violence des gangs qui règne dans d'autres quartiers de la ville. Léon affirme : « *Nous surveillons. Quand deux ou trois personnes sont fatiguées, elles vont dormir, d'autres les remplacent. C'est pourquoi nous ne craignons pas le niveau de sécurité critique auquel Canapé-Vert est confronté* ». Les propos de Léon montrent que le

sentiment de paix du quartier est lié à l'action et à la surveillance. On peut toujours objecter que la surveillance constante génère de l'inquiétude et de l'isolement. Néanmoins, elle permet d'éviter le sentiment d'être une potentielle victime de la violence des gangs dans le quartier. Surtout, elle fédère la population autour d'initiatives et d'actions défensives.

Le sentiment de paix est lié à la présence des habitants dans le quartier, à la construction des liens d'interconnaissance, d'appartenance et de solidarité. Nathalie déclare : « *Je suis née dans la zone, j'ai grandi dans la zone, j'ai vécu avec les habitants, je développe un sentiment d'appartenance. Je me sens là où je peux vivre, là où je dois vivre. Parce que tout le monde prête attention à l'autre* ». Le sentiment d'être en paix est apparemment contradictoire avec l'imaginaire d'un éventuel retour des gangs. Le premier donne un sentiment de paix, de tranquillité alors que le second offre un sentiment d'anxiété. Néanmoins, ces deux phénomènes cohabitent dans les représentations des habitants comme l'illustre Katie : « *À Canapé-Vert, je me sens très à l'aise. Canapé-Vert est la meilleure zone parmi toutes les autres zones même si l'on dit toujours que les bandits vont envahir le quartier* ». À notre avis, ces deux perceptions ne sont pas contradictoires; de préférence, elles s'inscrivent chacune dans une temporalité propre. Le sentiment d'un éventuel retour des gangs est de l'ordre du probable, quelque chose qui pourrait se produire alors que le sentiment d'être en paix dans la zone s'inscrit dans les expériences concrètes du passé et du présent.

La résistance contribue à exclure la violence des gangs du quartier et fait de celui-ci un espace pacifié. Le quartier n'a pas de membres de gangs (sauf s'ils ne le rendent pas public). L'absence de la violence contribue à la perception d'un sentiment de bien-être dans le quartier. Grégory déclare :

Actuellement, Canapé-Vert reste l'une des meilleures zones de Port-au-Prince, car il n'y a pas de panique, pas de tirs à Canapé-Vert. Dans les autres quartiers, il y a des morts, à Carrefour, il y a de l'insécurité, et aussi à côté du stade Sylvio Cator. Ici, la population se sent à l'aise, elle est confortable même si elle ne peut pas partir loin, mais elle se sent en sécurité.

Ce sentiment de sécurité favorise la mobilité dans le quartier. Grégory déclare : « *À Canapé-Vert, j'ai pu marcher sans pression parce que je suis dans mon quartier* ». Le sentiment de bien-être dans le quartier est lié à la relation à l'espace et au fait d'y habiter sans y être victime de la violence des gangs. Luck déclare : « *Je suis né à Canapé-Vert, il*

est toujours le même malgré la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Je me sens à l'aise, car je ne fais pas partie des déplacés de la violence ». Il est lié au sentiment d'être libre dans son espace, de ne pas subir de la pression des gangs.

Le sentiment de bien-être du quartier ne signifie pas que ses habitants possèdent un ensemble de conditions matérielles d'existence leur permettant de vivre. Loin de là. Ils expriment d'ailleurs la difficulté des aléas quotidiens créés ou non par les bandits. C'est le cas de Léon par exemple qui se trouve au chômage depuis plusieurs mois en raison du contexte de violence qui règne dans la ville. C'est aussi le cas de Julie et de Katie qui ont dû se déplacer pour pratiquer leurs activités commerciales dans d'autres espaces de la ville actuellement soumis à la violence des gangs (à côté du stade et Centre-ville). Ces espaces sont devenus impraticables pour elles depuis plusieurs mois. Ces habitants sont des victimes de la violence des gangs en dépit de la résistance du quartier. Néanmoins, il faut considérer le sentiment de bien-être des habitants comme celui des personnes libres dans leur quartier, qui ne subissent pas la pression interne des bandits. Les habitants se sentent libres dans le quartier. Néanmoins, ce sentiment de sécurité est limité. Il est limité au quartier et non à l'ensemble de la ville ou à d'autres communes proches. Or, les activités des habitants de Canapé-Vert ne se limitent pas au quartier. Nathalie, une ancienne victime de la violence des gangs déclare : *« Je suis toujours anxieuse lorsque je sors du quartier pour aller dans un autre, que soit pour faire des courses ou pour aller faire d'autres choses. À Canapé-Vert, il y a des hommes qui protègent la zone, cela me donne un sentiment de sécurité »*. Néanmoins, Léon est anxieux dans le quartier même parce qu'il menait auparavant ses activités socio-économiques à l'extérieur du quartier. Il déclare :

Je me sens malade parce que je ne peux pas sortir pour aller loin. Toutes mes activités se situent loin de chez moi et je ne suis pas en mesure d'y participer, je suis donc obligé de rester dans un coin. On ne se sent jamais bien parce qu'on avait l'habitude de travailler, de manger d'une certaine manière, et d'aller prendre du plaisir ailleurs, il n'y a plus cela.

La violence donne le sentiment d'insécurité, mais l'action fournit un sentiment de paix. Les habitants ont le sentiment de sécurité dans leur quartier, mais ce sentiment n'est pas partagé dans toute la ville. Les habitants sont également des victimes, en dépit de ce sentiment d'être du quartier.

4.3. L'engagement affectif pris entre violence et action à Canapé-Vert

L'action contre la violence a abouti à deux phénomènes contradictoires dans le quartier : l'affaiblissement et le renforcement des liens sociaux. Ceux-ci se manifestent par la méfiance et la confiance qui règnent dans le quartier. Néanmoins, ces deux phénomènes sont importants pour la résistance contre la violence dans le quartier. Le premier permet d'éviter tout lien avec la violence, le second renforce les relations pour lutter contre celle-ci. La méfiance des habitants rend difficile l'accès au quartier pour les bandits ou la connaissance de ce qui s'y passe. La méfiance ou la défiance des habitants comme la confiance organisent la résistance dans le quartier.

4.3.1. Affaiblissement des liens sociaux à Canapé-Vert

Il existe dans le quartier un sentiment de méfiance généralisée à l'égard des inconnus, mais aussi des habitants. Nathalie déclare : « *Par rapport à cette situation, tout le monde est obligé de se protéger. On se replie sur soi, car on ne connaît pas les gens, donc on se méfie des autres* ». Dans certains cas, la méfiance s'exerce à l'encontre des personnes extérieures au quartier. Dans cette situation, un sentiment de confiance anime les habitants du quartier et les pousse à lutter ensemble contre les bandits. Junior déclare : « *Nous ne faisons confiance à personne, car nous ne savons pas qui nous espionne* ». Il poursuit en précisant : « *Nous parlons des gens qui sont à l'extérieur de Canapé-Vert. Si nous venons de l'université Y¹⁰ et qu'il y a des gens qui nous demandent des informations, nous ne nous confions pas à eux* ». Ses propos illustrent l'antipathie des habitants de Canapé-Vert envers les inconnus. D'autres habitants, en revanche, se méfient même de leurs voisins. Ces derniers considèrent la violence comme une affaire relevant des bandits, mais aussi des espions du quartier. Nathalie déclare : « *On parle avec les gens qu'on a l'habitude de voir, mais il y a des gens qui habitent la zone depuis dix ans, lorsqu'ils sortent, on ne sait pas ce qu'ils vont faire dans les rues. C'est pour cela qu'on est obligé de se fier qu'à soi-même* ».

Bien que la zone exerce une attraction sur les habitants extérieurs qui souhaitent s'éloigner de la violence, ces derniers sont préalablement confrontés à la méfiance des habitants en tant que nouveaux venus qui doivent acquitter leur droit d'entrée dans le quartier. Eddy déclare : « *Quand quelqu'un vient louer un logement à Canapé-Vert, nous passons deux à*

¹⁰ Nom de l'université caché délibérément pour l'anonymat du participant.

trois mois à le surveiller pour connaître qui il est, car il pourrait venir avec des armes et semer le désordre ». Cette méfiance à l'égard de la personne pousse les nouveaux habitants à une quête de reconnaissance et à gagner la confiance des acteurs du quartier, notamment des membres de la brigade. Michel raconte : « *Ce matin, un homme est venu me parler pour dire qu'il voulait habiter la zone. Il m'a dit où il habitait. Nous disons aux gens qui viennent habiter ici qu'ils font en sorte que nous ayons leur contrôle* ».

La défiance résulte de la prévention individuelle de la violence. Elle permet d'exercer une action défensive ou préventive contre la violence. Elle affaiblit les relations sociales. Marc déclare « *Avec l'implantation des gangs qui terrorisent quotidiennement la population, on fait plus attention pour ne pas avoir de mauvais amis* ». L'action menée contre la violence des bandits a produit des bouleversements dans les liens sociaux à Canapé-Vert. Parfois, elle peut conduire à l'exclusion d'une personne du quartier ou attiser la rancœur entre les habitants. Michel déclare :

Il y a des gens qui peuvent penser que nous les avons faits du tort parce qu'en dépit du mal causé, il y a des gens qui n'arrivent jamais à accepter qu'ils aient eu tort. Même s'il y a chez eux des personnes qui posent problème, qui sont des espions des bandits, qui font partie du banditisme, qui détiennent des armes, ils ne vont jamais accepter que la personne ait eu tort. Maintenant, on est obligé d'exécuter notre travail et de leur demander de quitter la zone. Nous devons nous protéger pour nous sentir en sécurité.

Les actions de contrôle et d'identification sont souvent exercées par la brigade. Elles sont importantes pour lutter contre la violence dans le quartier.

4.3.2. Renforcement des liens de proximité

En dépit de cette méfiance qui affaiblit la solidarité, un sentiment de confiance existe aussi dans le quartier entre les habitants. Quelle action collective pourrait exister sans la confiance, la fidélité et la sympathie au sein du groupe? Nathalie déclare à propos des membres de la brigade : « *Les hommes vivent dans le quartier, ils le protègent, j'ai confiance en eux. Je les suis dans leurs travaux qui donnent de résultats* ». D'autres habitants du quartier, à en croire Michel, acclament la résistance qui s'y organisent. Il déclare : « *La population soutient le mouvement. Elle félicite le mouvement* ». L'appui de la population explique la fidélité de Michel à la brigade. Il ajoute : « *C'est à cause de ce sentiment que j'ai toujours la même motivation, la même force pour travailler parce que je sais que [Canapé-Vert] c'est mon quartier* ».

Les actions menées contre la violence des gangs sont possibles grâce à la confiance qui lie les habitants entre eux. L'action contre la violence renforce les liens de proximité et de voisinage à Canapé-Vert. Luck déclare : « *Moi et mes voisins, nous partageons souvent des conseils entre nous. L'un veille sur l'autre. Par exemple, si mes amis voisins sortent, je leur demande s'ils s'accompagnent de leurs documents d'identité* ». La confiance dans le quartier repose sur les réseaux sociaux et familiaux créés dans le quartier. Luck déclare : « *Les gens qu'on rencontre à Canapé-Vert ne sont pas des inconnus pour vous, on peut leur faire un peu confiance* ».

La confidentialité est utile pour l'organisation de la brigade. Les informations et les tactiques de lutte sont partagées entre les membres. Elle réunit des hommes dignes de confiance. Selon Marc, « *Tous les membres de la brigade sont dans un groupe WhatsApp. Pour ajouter quelqu'un dans ce groupe, il faut savoir s'il n'a pas de relation avec les hommes armés* ». L'action menée contre la violence à Canapé-Vert vise à construire des hommes dignes de confiance, n'ayant aucun lien avec le banditisme, en mettant en place des frontières sociales, physiques et symboliques. Les habitants du quartier souhaitent agir contre tout ce qui a trait à la violence des gangs et aux autres formes d'activités criminelles. L'action menée contre la violence dans le quartier permet de construire l'image d'un habitant idéal, qui ne serait pas impliqué dans des activités telles que le viol, le vol, l'extorsion ou le meurtre. Dans ce cas, l'identification des suspects, venus souvent dehors, et la reconnaissance des habitants du quartier sont incontournables pour parvenir à construire ce type d'habitant ou le quartier.

4.4. Pratiques d'identification et de reconnaissance à Canapé-Vert

Si la méfiance s'exerce sur les individus provenant de l'extérieur, mais aussi de l'intérieur du quartier, l'action contre la violence établit une distinction entre les habitants du quartier et les gens de l'extérieur qui soient des inconnus ou suspects. Les habitants du quartier s'empressent de se protéger contre le danger que représentent les suspects qui arrivent dans le quartier. Ils mettent en place des tactiques d'identification et de reconnaissance pour contrôler les habitants du quartier et ceux qui arrivent de l'extérieur.

La présentation de la carte d'identité nationale est exigée pour pénétrer dans le quartier. Cette exigence est faite aux inconnus et habitants qui sont nouveaux dans le quartier. Elle est l'œuvre de la brigade, comme le souligne Junior : « *Pour le dire bien, c'est la brigade qui exige cette identification lorsqu'on passe dans certaines zones* ». Elle a lieu en cas de montée de la violence dans la ville. L'évasion des détenus de la prison civile de Port-au-Prince a contribué à la fermeture du quartier et a renforcé l'exigence de présentation de la carte d'identité à ceux qui souhaitent y rentrer. Marc, membre de la brigade, nous explique la manière dont il reconnaît les inconnus : « *Nous demandons aux gens de se présenter et de présenter un document d'identité. Nous leur posons des questions en rapport avec la zone* ». La carte d'identité est un laissez-passer qui permet d'accéder au quartier. Elle est exigée des personnes extérieures au quartier, mais pas des habitants qui y ont des liens de reconnaissance mutuels. Katie déclare : « *Je suis de la zone. Si je possède un document d'identité, je ne suis pas obligée de le porter avec moi dans la zone* ». Néanmoins, elle est obligatoire pour les étrangers. En effet, Canapé-Vert n'est pas une zone qui exerce un véritable contrôle sur les étrangers. L'identification est nécessaire pour les étrangers qui sont suspectés d'avoir des liens avec la violence. Les actions menées dans le quartier visent toujours les bandits ou les suspects.

Cette vérification permet de construire de nouveaux liens de sociabilité et d'interconnaissance à partir des rencontres quotidiennes. Marc, un membre de la brigade, déclare : « *Je demande à la personne de s'identifier lorsqu'elle apparaît, ça me donne une forte relation avec les habitants de Canapé-Vert* ». Ces liens rendent la carte d'identité inutile. Marc persiste : « *Lorsque la personne se présente quotidiennement, il arrive un moment où on la connaît et on ne la demande plus de se présenter* ». Pour les anciens du quartier, les cartes sont imprimées avec la signature du bureau de l'office national d'identification (ONI) qui se trouve dans le quartier. Cela renforce la confiance dans la personne qui se présente devant le membre de la brigade. Dans le cas contraire, le processus de vérification est plus long, car il faut chercher d'autres procédés de vérification, comme la référence à la connaissance du quartier et les connaissances de la personne dans le quartier. Nathalie souligne : « *Ce n'est pas un problème de sortir sans son document d'identité, car il y a des personnes de la zone qui vous connaissent* ». Les connaissances du quartier sont un atout pour ceux qui le fréquentent. C'est un espace inclusif pour tous,

excepté pour les bandits. Denis déclare : « *Quelqu'un qui vient dehors peut entrer à Canapé-Vert à n'importe quelle heure, à condition qu'il ait la référence de son hôte et qu'il ne soit pas un espion de gang* ».

L'identification est utile pour lutter contre la violence dans le quartier. Elle fait partie de la résistance du quartier contre la violence des bandits. Nathalie déclare: « *Demander aux gens de s'identifier est une bonne stratégie lorsqu'on ne connaît pas une personne qui arrive dans la zone. Déjà, il y a des personnes qui essaient d'infiltrer la zone pour servir de support aux bandits* ». Néanmoins, l'exigence d'identification permet d'exercer un contrôle et peut constituer une atteinte à la libre circulation des personnes. Il s'agit d'une mesure acceptée, mais non souhaitée par les habitants. Eddy déclare : « *Mon souhait pour Haïti c'est de voir qu'il n'y a plus d'armes, que personne ne surveille d'autre. Nous allons partout sans avoir besoin de nos documents d'identité, car nous sommes haïtiens, nous ne devons pas être limités* ». L'exigence d'identification exacerbe les différences sociales, symboliques ou générationnelles dans le quartier. Grégory déclare : « *Il y a des anciens et des notables dans la zone que je respecte. Même si je n'ai pas de document d'identité, je peux citer leurs noms. Une fois que je cite le nom de ces dirigeants de la zone, ils me donneront l'accès pour passer* ». Elle est utile contre la violence, mais elle peut parfois porter atteinte à la dignité individuelle. L'identification du quartier est fondée sur une conception qui considère les gens, qu'ils soient ou non habitants du quartier, comme des acteurs potentiels de la violence, ou qu'ils ne puissent avoir aucun lien avec la violence. Elle est exercée par les membres de la brigade contre des suspects. Si cette tactique permet de protéger le quartier par la construction de nouveaux liens sociaux, elle véhicule néanmoins des stéréotypes sur la personne.

4.5. De l'émergence de l'identité du quartier : ses expressions et ses limites

La thèse qui pourrait être avancée dans cette recherche est la suivante : l'action des habitants de Canapé-Vert menée contre la violence des gangs transforme l'espace social, physique et symbolique du quartier pour produire une identité de résistance du quartier. Cette identité repose sur une série de représentations de l'intérieur/extérieur, érige des frontières et façonne en retour la mobilité (spatiale) de ses habitants.

En effet, le quartier, en tant qu'espace social en interaction, est créateur d'identité, nous ne l'ignorons pas. Néanmoins, cette identité du quartier de Canapé-Vert telle que nous l'entendons ici n'est pas liée *ipso facto* à l'espace du quartier. Pour la comprendre, il faut placer les habitants de Canapé-Vert dans le conflit avec les gangs. Cette identité du quartier de Canapé-Vert ne précède pas les actions menées dans le quartier contre la violence des gangs. Elle n'existait pas avant avril 2023. Elle émerge et découle des actions menées contre la violence des gangs. Cette identité est liée à un ensemble de pratiques et de perceptions des habitants du quartier qui contribuent à définir en retour leurs pratiques et leurs actions dans le quartier, et de manière plus large, dans la ville. Perçue par les habitants du quartier ou attribuée par des personnes extérieures, elle est parfois recadrée par les habitants de Canapé-Vert avant d'être acceptée. C'est une identité collective. Elle est à la fois un repère de sens partagé permettant de désigner les habitants de Canapé-Vert et un poids subjectif pour l'habitant du quartier. Lorsqu'elle est pensée, perçue ou exprimée par un habitant du quartier, elle ré-actualise le lien de ce dernier avec son quartier. Même si elle est parfois cachée, elle ne disparaît pas pour autant, car elle n'est pas uniquement déterminée par les habitants du quartier, mais aussi par les non-habitants. L'identité de résistance du quartier de Canapé-Vert émerge des actions qui sont menées contre la violence des gangs.

Francesca Polletta et James M. Jasper (2001 : 286, traduction libre) définissent l'identité collective comme « le lien cognitif, moral et émotionnel d'un individu avec une communauté, une catégorie, une pratique ou une institution plus large ». Elle est la perception d'un statut ou d'une relation partagée qui peut être imaginée plutôt qu'expérimentée directement. Elle peut avoir été construite par des personnes extérieures, mais elle dépend d'une certaine acceptation de la part de ceux à qui elle est appliquée.

Être habitant de Canapé-Vert à un sens pour les habitants du quartier comme pour ceux de l'extérieur en ce qui concerne la violence des gangs. Cette identité permet de prendre conscience qu'on est un habitant du quartier, mais elle définit aussi certaines pratiques des habitants. L'identité du quartier définit les rapports et les limites des habitants aux gangs et à l'espace de la ville de Port-au-Prince. L'identité de Canapé-Vert est étudiée à partir des habitants du quartier. Bien qu'il y ait parfois une légitimation ou une justification de

son acceptation, il est important de distinguer l'identité des habitants du quartier de celle des stéréotypes des habitants extérieurs, car elle influence les actions et les pratiques réelles des habitants. Elle est aussi liée à la mémoire. *Bwakale* est la référence. Cet événement pousse les gens à attribuer une réputation au quartier. Les habitants de Canapé-Vert sont considérés comme ceux qui ont fait *bwakale*. Cette expression exprime leur résistance aux gangs depuis l'évènement.

4.5.1. Canapé-Vert, un quartier opposé à la violence armée : l'émergence d'une identité résistante

Les mesures de fermeture et d'ouverture, d'identification des habitants et des non-habitants, la vérification des gens qui rentrent au quartier - des suspects, la confiance entre les habitants et la méfiance envers les autres, ne peuvent pas empêcher l'émergence d'une identité de résistance dans le quartier. Cette identité est oppositionnelle, elle se construit contre la violence et surgit dans l'action contre les gangs. Physiquement, ses frontières sont tracées par les barricades qui donnent un aspect clos au quartier. À l'intérieur de ce territoire se jouent les sentiments d'appartenance au quartier, et de protection contre la violence des gangs. Le quartier est considéré comme un espace symbolique qui fait que ses habitants se sentent toujours protégés à l'intérieur et qui donne l'envie de rentrer après avoir quitté le quartier pour fréquenter d'autres espaces de la ville. Ce sentiment résulte de l'action du quartier contre la violence. Dans les représentations des habitants, Canapé-Vert est une zone qui est exempte de la violence armée. Le quartier offre aux habitants un sentiment de paix et de sécurité. Les gangs n'y arrivent pas à exercer leurs activités criminelles. Eddy déclare : « *Il n'y a pas de gangs à Canapé-Vert. Nous ne tolérons pas les gangs. Quiconque souhaite rejoindre un gang sera immédiatement expulsé* ». La résistance est une réputation pour les habitants de la zone, elle leur donne un sentiment de fierté. Nathalie déclare : « *Jusqu'à présent, nous sommes une zone de résistance, une zone qui résiste à l'attaque des gangs. Je suis fière d'être habitante de Canapé-Vert* ». C'est une exception pour la ville de Port-au-Prince ravagée par la violence des gangs. Canapé-Vert est un quartier qui manifeste une intolérance aux gangs. Eddy déclare : « *Canapé-Vert est très dangereux pour les bandits. Ils n'auront pas la chance de fuir s'ils viennent ici* ». Cette particularité ou cette perception de particularité du quartier est exprimée dans les entretiens sous la forme d'un « nous, habitants du quartier » qui se distinguent des autres habitants de

Port-au-Prince qui sont livrés à la violence des bandits. Selon les habitants, Canapé-Vert est l'un des quartiers d'exception de la violence des bandits de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (AMP).

Les actions contre la violence dans le quartier, comme la mémoire de *bwakale*, participent à la construction de cette identité. Depuis *bwakale*, les habitants ont une certaine perception du quartier comme espace farouche au banditisme. *Bwakale* participe à la réputation du quartier en tant que zone de résistance. Depuis cet événement, les bandits ont peur le quartier. Julie raconte : « *Je me souviens avoir été dans une camionnette à Lalue, où les gens parlaient à propos des habitants de Canapé-Vert qui ont fait bwakale, qui ne tolèrent pas les bandits. Les habitants de Canapé-Vert ont un nom, ils ont un titre[.]* ». *Bwakale* comme déstructuration de la violence armée, attribuée au quartier, illustre son opposition aux gangs. *Bwakale* est l'antagonisme du banditisme. Cette identité d'opposition à la violence est acceptée par les habitants, mais ils essaient de la recadrer ou de la justifier en la dépouillant de la violence qui lui est accolée par rapport à *bwakale*. Steph déclare : « *Vous savez que bwakale a commencé à Canapé-Vert. On considère les habitants de Canapé-Vert comme une bête noire, pourtant ce n'est pas du tout vrai. À Canapé-Vert nous ne sommes pas violents, le quartier est ouvert à tous* ». Steph reconnaît que le quartier ne tolère pas la violence. Il raconte : « *Quand on questionne une personne, on découvre qu'elle est un bandit, la Police est là, la Justice est là, on fait ce qu'on doit faire, on la remet à la Justice ou l'on expulse du quartier* ».

Sous cette identité se cachent les luttes contre d'autres formes de violence, comme la violence sexuelle et l'insécurité. Patrick, un membre de la brigade déclare : « *Les voleurs, les violeurs, les vagabonds qui nuisent à la population, n'ont pas leur place dans le quartier. Nous les expulsions sans condition* ». Les habitants sont conscients que le quartier reflète un antagonisme à la violence des gangs. Cela définit leurs pratiques et leur rapport au quartier ainsi qu'à la ville de Port-au-Prince. Les habitants ne fréquentent plus certains espaces de la ville, simplement parce qu'ils sont habitants du quartier. Steph déclare : « *Je serais un élément gênant si je passe dans une zone que fréquentent les hommes armés. Ils connaissent que je suis habitant de Canapé-Vert. S'ils me connaissent déjà, pourquoi irais-je dans des zones où je peux les rencontrer?* ».

L'identification en tant qu'habitante de Canapé-Vert est prise dans une logique du dehors et du dedans du quartier. Cette identité de la résistante est une identité situationnelle (Polletta & Jasper, 2001 : 295, traduction libre). À l'intérieur du quartier, les gens s'identifient en tant qu'habitants de Canapé-Vert, mais à l'extérieur, ils ont craint de révéler une telle identité. Les propos de Nathalie illustrent cette réalité: « *Dans les rues, on ne sait pas avec qui l'on parle, on ne va pas dire aux gens qu'on est de Canapé-Vert. On est obligé de cacher son origine pour ne pas être victime d'un bandit s'il est présent parmi les personnes où l'on se trouve, mais dans le quartier, on connaît qui l'on est* ». C'est aussi le cas de Julie qui est restée silencieuse quand on a parlé à propos des habitants de Canapé-Vert. Même si cette identité est cachée ou non dévoilée dans certaines situations quotidiennes, les habitants affirment leur lien au quartier de Canapé-Vert comme quartier de résistance au banditisme, car ils se sentent concernés en tant qu'habitants du quartier et anticipent les retombées de cette situation pour un habitant du quartier.

Cette identité de résistance du quartier n'empêche pas la victimisation et le stigmatisme des habitants de Canapé-Vert. Le quartier se présente comme un lieu de repli pour les habitants qui ne veulent pas, par peur d'être victimes, fréquenter les autres quartiers de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, car ils sont habitants de Canapé-Vert.

4.5.2. Habitants de Canapé-Vert : victimisation et stigmatisme

Malgré la résistance du quartier et de ses habitants, il y a une tendance à la victimisation des habitants du quartier. Cette tendance à la victimisation affecte l'expérience quotidienne des habitants du quartier. La généralisation de la violence des gangs à Port-au-Prince ces dernières années - généralisation en ce qui concerne sa répétition et la diversité des catégories qui en sont victimes, fait penser que la violence est non sélective pour les couches populaires. Personne n'est exempt de cette violence. Pourtant, les habitants de Canapé-Vert pensent qu'ils sont la cible particulière des bandits. Dans la perception des habitants, être de Canapé-Vert, c'est être une cible de la vengeance des bandits, victime de leur brutalité sans exception. S'il y a possibilité pour les habitants des autres quartiers d'échapper à la brutalité de bandits, ce n'est pas le cas pour ceux de Canapé-Vert, du seul fait qu'ils sont habitants du quartier. Steph déclare : « *Les hommes armés ont une nouvelle stratégie : ils demandent des documents d'identité lorsqu'on passe dans une zone. Lorsque*

vosre document montre que vous êtes de Canapé-Vert, ils n'auront pas de considération pour vous, ils vous tirent ». La dimension identitaire du quartier et la victimisation des habitants sont liées à *bwakale* et aux actions menées contre la violence des gangs. Elle est le fruit d'expériences vécues par les habitants du quartier. Selon les habitants, des personnes ont été victimes de la violence des bandits, uniquement parce qu'elles habitaient à Canapé-Vert. Eddy raconte : « *Par exemple, les bandits au Centre-ville enlèvent beaucoup de camionnettes qui font taxi à Canapé-Vert. Ils peuvent enlever par méchanceté la camionnette du chauffeur, ils disent que Canapé-Vert ne tolère pas les bandits ».* C'est aussi le cas de Junior qui déclare : « *Je crains parce que je suis habitant de Canapé-Vert. Hier, alors qu'il passait à Champ de Mars, un habitant de Canapé-Vert a été tué parce qu'il a déclaré qu'il venait du quartier. Vous savez que Canapé-Vert ne tolère pas le banditisme ».*

Cette identité contribue à influencer les conduites des habitants. Par crainte d'être victimes de la violence des gangs, ils réduisent leur mobilité dans la ville de Port-au-Prince. Steph nous confie : « *Je ne fréquente aucun espace où je peux rencontrer des membres de gangs sur mon passage. Je serais un élément gênant si j'allais passer dans une zone où les hommes armés peuvent me rencontrer ».* Elle pousse les habitants à replier dans le quartier. Ou s'ils fréquentent les autres espaces hors de leur quartier, c'est à contrecœur, avec un sentiment de peur de rencontrer des bandits sur leur passage. Michel déclare : « *J'ai un sentiment de peur bleue lorsque je suis à l'extérieur de Canapé-Vert. Mais lorsque je suis à l'intérieur, je me sens chez moi. Je me sens en sécurité ».* Un habitant de Canapé-Vert est quelqu'un qui pense qu'il est l'objet d'un traitement différencié de la part des gangs, et qui par conséquent réduit sa mobilité dans la ville de Port-au-Prince, foyer de la violence des gangs. Les bandits occupent une très grande partie de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, c'est pourquoi le repli des habitants de Canapé-Vert dans le quartier prend une importance considérable.

L'identité de résistance construite ou perçue par les habitants de Canapé-Vert est dissimulée à l'extérieur du quartier. Grégory déclare : « *Lorsque je suis à l'extérieur, je ne dis pas pour mon bon plaisir aux gens que je suis de Canapé-Vert [...] vous savez, à cause de la situation du pays lorsqu'on dit qu'on est de Canapé-Vert, parfois on commet de*

mauvais actes sur vous, on vous tue parfois ». Ainsi, une identité peut être déclarée dans un espace et cachée dans un autre. Les habitants de Canapé-Vert cachent leur identité dans les lieux dont les bandits peuvent exercer leurs activités et l'affirment dans les autres. Grégory déclare : « *Canapé-Vert jouit d'une bonne réputation par rapport aux autres zones, quand vous partez ailleurs, vous dites que vous venez de Canapé-Vert, les gens connaissent la zone et déterminent que vous êtes une personne crédible* ».

4.6. Résistance à la violence et enjeux d'identité à Port-au-Prince

L'espace occupé par les gangs ne cesse de s'élargir. Des anciens quartiers qui résistèrent jadis à la violence des gangs sont actuellement sous leur contrôle et ont vu leur population fuir, à l'instar de Carrefour-Feuilles et de Solino. Le doute plane sur la toute-puissance des gangs dans l'occupation de nouveaux espaces qu'ils n'ont pas contrôlé jusqu'alors, ainsi que dans la pacification des quartiers de résistance. Néanmoins, en dépit de la faible résistance contre la violence des gangs dans l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, et malgré le fait qu'ils contrôlent 80 % de cet espace, certains quartiers à l'instar de Canapé-Vert résistent toujours. Des initiatives populaires sont développées dans ces quartiers, pour lutter contre la violence. Des groupes d'auto-défense se créent également dans ces zones pour lutter contre la violence des gangs. Le mode opératoire ne s'éloigne guère de celui de Canapé-Vert. La résistance est cachée, les acteurs impliqués ne souhaitent pas témoigner de leur action, de même que de ceux qu'ils savent y prendre part, par peur d'être victimes ou de devoir rendre des comptes en cas de procès judiciaires. Mais aussi, certaines implications dans la résistance se révèlent également destructrices ; personne ne souhaite être reconnu comme responsable d'actes destructeurs.

Néanmoins, la dimension identitaire n'a pas émergé dans tous les quartiers qui résistent à la violence comme elle l'a fait dans le quartier Canapé-Vert. Dans certains quartiers à Delmas, à Pétion-Ville, des actions sont menées contre la violence afin d'éviter d'en être victime, compte tenu de l'ampleur du phénomène qui s'étend quotidiennement à d'autres quartiers. Les habitants de ces quartiers n'accordent pas le sens particulier à la violence des bandes. Les habitants de ces quartiers cherchent à se protéger pour ne pas devenir des victimes comme tout le monde face à l'extension quotidienne des gangs. La violence des gangs n'a pas la même signification pour un habitant de Canapé-Vert qu'un habitant d'un

autre quartier à Port-au-Prince. Ces personnes n'accordent pas la même réalité à cette question non plus. Les habitants de Canapé-Vert est l'un des rares quartiers de résistance qui ont témoigné cette prise de conscience d'être des habitants de leurs quartiers, laquelle définit leur mobilité dans la ville. Les habitants de Canapé-Vert accordent un certain degré de légitimité à cette représentation d'être habitants du quartier. Tous les quartiers de résistance n'ont pas cette représentation de leur quartier dans leur rapport avec leur gang. Canapé-Vert a été identifié comme une exception notable à cet égard, étant donné qu'il conserve la mémoire de *bwakale*, cet événement qui sert à rappeler aux habitants leurs expériences avec les gangs.

Conclusion générale

Cette thèse visait à comprendre l'action menée par les habitants de Port-au-Prince contre la violence des gangs dans le contexte de la répression de la ville. Elle s'est appuyée sur le quartier de Canapé-Vert, situé à l'est de la ville de Port-au-Prince (Haïti). Port-au-Prince fait face depuis plusieurs années à une situation de la violence généralisée perpétrée par des bandits qui affectent en profondeur la vie de la population. Selon les données, 80% de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince est soumise à la violence des gangs. Leurs activités comprennent : déplacements forcés des habitants, vol, viol, kidnapping, assassinat, incendie des biens publics comme privés. En dépit de cette situation, Canapé-Vert se présente comme un quartier de résistance à la violence des gangs. Cette thèse explore les conditions qui rendent possible l'action des habitants du quartier contre la violence des gangs. La question de recherche qui a servi de fil conducteur à cette étude a été formulée comme suit : comment les habitants de Canapé-Vert agissent-ils contre la violence des gangs pour habiter la ville de Port-au-Prince? La théorisation enracinée a été l'approche retenue pour effectuer cette recherche. Nous avons construit des catégories pour analyser le matériel empirique produit, comme construction de frontières sociales, symboliques, physiques, espace social de résistance, imaginaire du retour, identité de résistance, etc.

À titre de résultat de cette recherche, nous avons montré que la résistance des habitants du quartier s'est concrétisée par un travail de construction des frontières physiques et de marquages sociaux et symboliques pour lutter contre le banditisme. Cette recherche sur Canapé-Vert révèle que l'action menée contre la violence transforme l'espace social et physique du quartier pour produire une identité de résistance. Cette identité définit en retour les pratiques et la mobilité des habitants dans le quartier et dans la ville de Port-au-Prince en général. L'approche de la théorisation enracinée retenue a été importante pour participer dans un débat à portée théorique sur la relation entre violence et action. Il s'agissait pour nous d'arriver à la théorisation de la résistance contre la violence des gangs à Canapé-Vert, mais aussi de participer dans ce débat sur la relation entre violence et action.

En nous basant sur la résistance des habitants de Canapé-Vert à la violence des gangs, nous pouvons faire trois considérations théoriques.

Première considération théorique. La violence des gangs ne détruit pas l'action des habitants de Canapé-Vert. Pour revenir à la littérature théorique esquissée dans le premier chapitre, l'action collective ou « les mouvements sociaux » sont possibles en contexte de violence (ou de répression). Néanmoins, à Canapé-Vert, l'action n'est pas toujours associée à des critères normatifs. Elle apparaît sous sa forme impure. À Canapé-Vert, les habitants luttent pour faire du quartier un lieu exempt de la violence des gangs. Une première forme de résistance est volontaire ou involontaire. Elle se construit en habitant le quartier. La population est soumise aux pressions quotidiennes des gangs, mais elle reste dans le quartier et ne fait pas partie de cette nouvelle catégorie de victimes de la violence - les déplacés. La résistance contre la violence des gangs s'est concrétisée par la contribution matérielle de la population, mais surtout par la construction de frontières symboliques et de marquages sociaux. La population s'engage affectivement dans la résistance contre la violence. Les habitants ont une méfiance envers tous ceux qui sont suspectés d'avoir des liens avec le banditisme. Ils participent à la résistance par une surveillance tacite. Grâce à la surveillance, les habitants exercent un contrôle sur les suspects, mais aussi un autocontrôle sur soi qui dissuade les habitants du quartier de faire partie du banditisme. Ce contrôle de soi permet aussi de lutter contre d'autres formes de violence dans le quartier.

L'action menée contre la violence pour être possible a opéré des transformations dans la spatialité du quartier. Les barricades dessinent à la fois des frontières physiques et symboliques. Canapé-Vert est barricadé dans ses voies principales et secondaires. Néanmoins, les barricades ne sont pas aussi grandes pour barrer l'entrée des gangs au quartier. L'efficacité des barricades doit être recherchée moins dans leur utilisation instrumentale que dans leur pouvoir symbolique. Les changements spatiaux sont aussi associés à des changements en termes de temporalité dans le quartier. À côté des barricades, sur les barrières érigées dans certaines rues est affiché l'horaire d'ouverture et de fermeture du quartier. Hors des horaires d'ouverture, les personnes extérieures ne peuvent pas fréquenter le quartier. Ces changements révèlent un quartier en action continue contre la violence. Ils permettent de dissuader les potentiels agresseurs, d'où leur dimension symbolique. La résistance confère dans le quartier un sentiment de sécurité au-delà de la menace d'appropriation quotidienne du quartier par des gangs.

Néanmoins, l'action contre la violence des bandits est également menée par les acteurs répressifs, les membres de la brigade. Cela explique l'impureté de l'action. Cependant, la brigade de Canapé-Vert n'est pas seulement une force répressive. Par rapport à de nombreux questionnements sur la légitimité de son action, elle cherche à prendre des mesures constructives pour lutter contre la violence des gangs. Sa participation est utile pour combattre la violence des gangs, mais elle est aussi parfois moins démocratique comme les exigences d'identification, le contrôle et la surveillance¹¹ des inconnus qui ne peuvent écarter en aucun cas des stéréotypes sur la personne. L'action des habitants de Canapé-Vert ne se résume pas à celle de la brigade, la brigade n'est qu'une actrice parmi d'autres. Le soutien de la brigade n'est pas seulement répressif non plus.

Deuxième considération théorique. L'action contre la violence est possible, néanmoins cela n'empêche pas le phénomène de victimisation. La violence agit sur le sujet ou la subjectivité, qui ne peuvent rester intacts en aucun cas, tant sur le plan physique que psychologique. Les travaux de Michel Wieviorka (2005a, 2005b, 2015) montrent dans ce sens l'impact de la violence sur les sujets. La violence affecte les habitants sur les plans social et identitaire. Les habitants de Canapé-Vert sont la cible des gangs. Bien que la violence soit généralisée, certains sont victimes du simple fait qu'ils habitent dans le quartier. Les bandits rendent la ville répressive. En conséquence, les habitants du quartier réduisent leur mobilité dans la ville par crainte d'être victimes de la violence des gangs. Par exemple, les bandits ont mis des « postes de péage » à Martissant par lesquels le rançonnement par paiement du droit de passage substitue celui par enlèvement (celui-ci ne disparaît pas totalement), les habitants de Canapé-Vert ne fréquentent pas cette route surtout s'ils sont des habitants connus du quartier ou s'ils ont des éléments pouvant leur identifier comme habitant du quartier (carte d'identité nationale, par exemple). Les habitants sont réduits au chômage, ne peuvent pas aller voir leur famille, n'ont pas accès à l'école lorsqu'ils doivent fréquenter ces espaces de violence. Néanmoins, la victimisation n'empêche pas de lutter contre la violence. La violence affecte toujours le sujet en dépit de la résistance qu'il peut lui opposer.

¹¹ Nous écartons la surveillance dans le cadre d'un pouvoir politique qui est utile pour corriger les dérives démocratiques (voir Rosanvallon, 2006).

Troisième considération théorique. L'action menée dans le quartier pour lutter contre la violence des gangs aboutit à la construction d'une identité de résistance du quartier. Cette identité émerge dans les actions de délimitation des frontières physiques, symboliques et sociales, ainsi que dans les repères partagés par les habitants qui les différencient des bandits ou suspects. Elle n'est pas un moyen organisateur de l'action. L'identité du quartier émerge dans l'action et par l'action. Les gens de l'intérieur du quartier ont été considérés comme les porteurs de la cause. Cette identité ne se définit pas par la condition matérielle des habitants. Elle se définit en termes de liens que les habitants développent avec leur quartier et leur ville, ainsi que par la prise de conscience qu'ils ont d'être habitants de Canapé-Vert et le sens qu'ils attribuent à cet être dans leurs relations avec les bandits.

Néanmoins, cette identité de la résistance ne parvient pas à s'inscrire dans l'espace public. Les acteurs les plus actifs, qu'il s'agisse d'habitants, de supporteurs ou de membres de la brigade, restent dans l'anonymat. Aucun d'entre eux ne témoigne ouvertement de leur contribution à l'action ni dans l'espace médiatique ni dans l'opinion publique. Le soutien de la population est tacite. Les membres de la brigade cachent leur face. Cette résistance cachée résulte selon nous de l'émotion, la peur. D'une part, elle est liée à *bwakale*. Bien que le lynchage ait été perpétré par des agents de l'ordre, assistés de quelques membres de la population, on généralise le meurtre à l'ensemble du quartier. Les médias parlent à propos des habitants de Canapé-Vert qui ont fait *bwakale*. Quiconque, habitant de Canapé-Vert, ose parler de la résistance du quartier risque de payer les frais de *bwakale*, que ce soit dans sa forme inaugurale en avril 2023 ou dans sa réalité actuelle. C'est une identification négative pour les habitants du quartier, qui craignent d'être victimes de la vengeance des bandits en dehors de leur quartier. En dehors de quelques liens de solidarité, d'ailleurs tacites, tissés avec certains quartiers de proximité pour lutter contre la violence, la résistance reste limitée au quartier de Canapé-Vert. Elle n'est pas déployée dans des scènes publiques ou médiatiques. Les expériences souffrantes ou résistantes sont refoulées. Les acteurs (les habitants) craignent d'être persécutés par l'adversaire, les bandits dont l'influence augmente dans la ville. D'autre part, les acteurs de la résistance les plus influents (brigade, policiers) craignent les poursuites judiciaires qui, d'après les rumeurs, vont se produire dans l'avenir. Les habitants du quartier hésitent à parler des membres de la brigade. Dans cette perspective, l'action menée à Canapé-Vert, au lieu de déboucher sur

le déploiement des organisations, évolue vers l'effacement des velléités organisationnelles qui avaient manifesté dans la lutte contre la violence des bandits.

La sociologie culturelle des actions collectives a été pertinente pour saisir ces aspects dans le contexte de cette recherche à Canapé-Vert. En effet, loin de s'opposer aux théories précédentes sur les mouvements sociaux, elle tend à les compléter afin de saisir certains aspects délaissés dans l'étude des mouvements d'actions collectifs. Dans sa dimension culturelle, elle permet de voir que l'imaginaire est le principe organisateur de l'action dans le quartier. À Canapé-Vert, l'imaginaire du retour des gangs a solidifié les liens entre les habitants du quartier et ceux des quartiers de proximité pour faire de la lutte contre la violence un enjeu collectif. Cet imaginaire est puisé dans la mémoire de *bwakale*. Nous avons déjà souligné l'importance de l'imaginaire pour l'action. Il fournit des ressources culturelles et symboliques pour construire l'action (Passy & Giugni, 2005 : 894). La mémoire participe aussi dans l'action. En Haïti, les mémoires collectives et historiques sont souvent instrumentalisées par les acteurs sociaux pour générer de nouvelles mobilisations. Magalie Civil (2020 : 104-105) a souligné le lien entre le souvenir victorieux des luttes, notamment de la bataille de Verrières du 18 novembre 1803, et la chute de la dictature des Duvalier, le 7 février 1986, dans la consolidation du *peyilòk* le 18 novembre 2018 et le 7 février 2019, en tant que forme d'action protestataire anti-impérialiste, anti-bourgeoise et anti-étatique. La mémoire de *bwakale* donne à la violence un sens particulier pour le quartier. Là où les organisations n'arrivent pas à s'émerger et déployer dans la sphère publique, là où les acteurs qui s'impliquent activement ou passivement dans la résistance ne veulent pas dévoiler leur identité, l'imaginaire du retour des gangs dans le quartier est l'élément capable d'engager les gens et d'organiser l'action dans le quartier. Les concepts d'imaginaire, de mémoire, d'action publique (non organisationnelle) et d'identité que proposent la sociologie culturelle se révèlent pertinents pour expliquer l'action menée contre la violence à Canapé-Vert.

Toutefois, aussi convainquant que paraît ce cadre pour la compréhension de l'action, il est possible de souligner certains décalages avec la réalité. La dimension rhétorique de la théorie apparaît peu pertinente dans le contexte de cette recherche. Cette théorie focalise sur l'action publicisée, or, il y a des phénomènes, des réalités qui ne se laissent pas toujours

observées, vues ou racontées en public. Autrement dit, il y a des actions et des acteurs qui ne sont pas toujours visibles ou qui ne se laissent pas connus. Les actions menées contre la violence à Canapé-Vert ne sont pas toujours visibles, ni témoignées. À l'exception des barricades qui sont des formes d'actions visibles dans le quartier, la résistance prend une forme ordinaire, non spectaculaire. À partir de lors, la dimension interactionniste, de face à face, l'interaction stratégique apparaît peu pertinente pour aborder la résistance dans le quartier. La résistance contre la violence s'exprime dans les formes d'actions ainsi que sous forme de comportement.

Par ailleurs, cette thèse suggère de reconnaître les actions constructives des habitants du quartier de Canapé-Vert contre la violence des bandits. Elle va à l'encontre des stéréotypes assimilant l'action des habitants à la violence, ainsi que du stigmate dont ils font l'objet. Cette étude exige aussi de la part des autorités de l'État des actions constructives contre la violence des gangs. L'arrivée de la mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), qui s'appuie sur une approche répressive pour lutter contre le banditisme, annonce déjà son échec comme les missions de sécurité précédentes de l'ONU ou de l'OEA en Haïti. Plus de six mois après (depuis le 25 juin 2024) l'installation de cette force étrangère dans le pays, aucun changement n'est encore perceptible. Au contraire, les gangs se renforcent. Dans un contexte d'affaiblissement de l'État, de détérioration des conditions socio-économiques des masses populaires et de résistance populaire à la violence, la MMAS, conçue comme une politique de sortie de crise (Hector, 2006), permettra-t-elle de résoudre la crise de sécurité ? Nous avons de bonnes raisons historiques de douter. Les auteurs de la violence (élites économiques et politiques, anciens parlementaires et membres du gouvernement, gangs) parviennent pour l'instant à semer la trouble au sein des couches populaires. La violence armée et la résistance à celle-ci se produisent au sein de la même couche sociale.

Sur le plan sociologique, il serait important d'explorer les perceptions des habitants du quartier de Canapé-Vert concernant cette mission de sécurité, ainsi que son impact sur l'implication des habitants dans la lutte contre le banditisme. Ont-ils continué leur engagement contre la violence des gangs ou ont-ils délaissé la lutte au profit du secours de la MMAS? Peut-on observer dans le quartier un changement dans l'imaginaire du retour

des hommes armés? Les formes d'action persistent-elles ou disparaissent-elles? Ces questions peuvent conduire à des recherches futures.

Des recherches pourront être menées dans le futur sur ces deux nouvelles catégories émergeant dans la résistance à la violence des gangs, comme celle résultant de l'impact de celle-ci : la brigade et les déplacés. La brigade représente la figure résistante contre la violence, tandis que les déplacés représentent la figure victimaire.

Par ailleurs, les entretiens et les discours relatant l'expérience des habitants de Canapé-Vert face à la violence des bandits n'ont pas suffi à faire comprendre pleinement cette dernière. Une démarche qui privilégie l'expression des actions, les émotions qui les accompagnent et la performance culturelle des acteurs suggère une approche permettant d'être témoin de la quotidienneté des habitants, d'observer les rencontres quotidiennes et les conversations interindividuelles. Elle exige plus de temps et une immersion prolongée du chercheur sur le terrain. Cette immersion prolongée sur le terrain nous permettrait de saisir les impressions, ce qui se fait, ce qui est montré ou senti et d'apprécier plus justement toutes les actions ou perceptions des habitants face à la violence. Ma recherche universitaire à l'international favorisait peu cette telle posture. En dépit de ces limites, j'espère que cette thèse participera à la mise en place de plus d'actions conflictuelles face au mal (Wieviorka & Meyran, 2018) des bandits en Haïti.

Bibliographie

Barrault-Stella, Lorenzo. 2021. « Isoler les classes populaires. Sur la variabilité sociospatiale des formes de démobilité et ses limites ». *Espaces et Sociétés* 2 (183) : 35-49.

Brun-Picard, Yannick. 2009. « La violence : source de territoires ». *Cahiers de géographie du Québec* 53 (150) : 351-368.

Capitaine, Brieg. 2016. « Trauma et solidarité. Les survivants des pensionnats indiens face à la violence coloniale » dans Capitaine Brieg, Geoffrey Pleyers (éd.). 2016. *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*. Paris : Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme. Pp. 229-246.

Capitaine, Brieg. 2017. « Sortir de la violence : La commission de vérité et de réconciliation du Canada sur les pensionnats indiens ». *Canadian Journal of Law and Society / Revue Canadienne Droit et Société* 32 (3) : 349-369. <https://doi.org/10.1017/cls.2017.22>

Cefaï, Daniel. 2007. *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte/Mauss.

Chazel, François. 2020. « Mobilisation des ressources », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 398-403.

Christophe Traïni, 2020. « Choc moral », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 104-110.

CIAT (2017). Le plan foncier de base à Bas Peu-de-Chose : *Les leçons apprises*. Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT) No 2.

Civil, Magalie. 2020. *Une analyse sociologique du phénomène peyilòk en Haïti*. Thèse de maîtrise. Université d'Ottawa.

Civil, Magalie. 2023. « Une mise en crise d'Haïti depuis les soulèvements populaires de juillet 2018 ». *FALMAG* : 17-19.

CNN. 2024. « Post-Apocalyptic Scenes In Haiti's Capital as social Fabric Frays ». CNN 19 mars. Consulté le 25 septembre 2024 sur : [Post-apocalyptic scenes in Haiti's capital as social fabric frays \(citizen.digital\)](#)

Combes, Hélène. 2020. « Répression », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 502-508.

Combes, Hélène & Fillieule, Olivier. 2011. « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques ». *Revue française de science politique*. 61 (6) : 1047-1072.

Corriveau, Patrice. « La violence dans l'univers des gangs : du besoin de protection à la construction identitaire masculine ». *Revue de l'IPC vol 3* : 117-134.

Costes, Laurence. 2010. « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel Héritage politique et scientifique ? ». *Espaces et Sociétés 1-2* (140-141) : 177-191.

Cubillos, Ariana. 2023. « A man throws a tire to close a street at 6:00 pm as part of a barricade erected during the Bwa Kale movement. Associated Press / Alamy Stock Photo 31 mai. Consulté le 25 septembre 2024 sur : [A man throws a tire to make a barricade to close a street at 6:00 pm as part of a barricade erected during the Bwa Kale movement, an initiative to fight gangs seeking to take control of their neighborhood in the Canape Vert area of Port-au-Prince, Haiti, Wednesday, May 31, 2023. \(AP Photo/Ariana Cubillos Stock Photo - Alamy](#)

Debarbieux, Bernard. 2015. *L'espace de l'imaginaire. Essais et détours*. Paris : CNRS Éditions.

Delfini, Antonio, Talpin, Julien & Vulbeau, Janoé (dir.). 2021. *Démobiliser les quartiers. Enquêtes sur les pratiques de gouvernement en milieu populaire*. Paris : Presses Universitaires du Septentrion.

Doumenc, Saphia. 2021. « Penser les (non —) mobilisations syndicales à l'aune de l'ancrage local : des femmes de ménage à Marseille et à Lyon ». *Espaces et Sociétés 2* (183) : 67-82.

Dubet, François. 1992. « À propos de la violence et des jeunes ». *Cultures & Conflits*. 6 (2).

Etienne, Wilderson. 2023. « Port-au-Prince, la ville des barricades ». *Palmes Magazine* 25 septembre. Consulté le 30 octobre 2023 sur : [Port-au-Prince, la ville des barricades \(palmes-magazine.com\)](#)

Fillieule, Olivier & Jobard, Fabien. 2020. *Politiques du désordre. La police des manifestations en France*. Paris : Éditions du Seuil.

Fillieule, Olivier, Mathieu, Lilian. 2020. « Structure des opportunités politiques », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 573-580

Foucault, Michel. 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Éditions Gallimard.

Gaudet, Stéphanie, Robert, Dominique. 2018. *L'aventure de la recherche qualitative. Du questionnement à la rédaction scientifique*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Goldstein, Daniel M.. 2012. *Outlawed: Between Security and Rights in a Bolivian City*. Duke University Press. DOI : <https://doi.org/10.1215/9780822395607>

Guillemette, François, et Luckerhoff, Jason. 2015. « Introduction: les multiples voies de la méthodologie de la théorisation enracinée (MTE) ». *Approches inductives 2*(11) : 1-11.

Giroud, Matthieu. 2007. *Résister en habitant? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*. Thèse en géographie. U.F.R. Sciences Humaines et Art, Département de géographie. Université de Poitiers.

- Gramfmeyer, Yves. 2005. *Sociologie urbaine*. Paris : Armand Colin.
- Hector, Michel. 2006. *Crises et mouvements populaires en Haïti*. 2^e édition. Port-au-Prince : Presses nationales d'Haïti.
- Jasper, James « L'art de la protestation collective. Traduit en français par Daniel Cefaï » dans Cefaï, Daniel et Trom, Danny (dir.) 2001. *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*. Paris : Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. Doi : 10.4000/books.editionsehess.1084
- Jeffrey C., Alexander and Philip, Smith. 2003. « The strong program in cultural sociology: elements of a structural hermeneutics », Jeffrey C., Alexander. 2003. *The Meanings of social life: A culture sociology*. Oxford: Oxford University Press.
- Lahire, Bernard. 2006. « Nécessité théorique et obligations empiriques ». *Revue du MAUSS* 1(27) : 444–452.
- Lindor, Clarens. 2024. « Et si l'État haïtien faisait appel aux drones de surveillance pour combattre la criminalité ». *Le National* 16 juillet. Consulté le 07 août 2024 sur : [Et si l'État haïtien faisait appel aux drones de surveillance pour combattre la criminalité ? \(lenational.org\)](https://www.lenational.org/et-si-l-etat-haitien-faisait-appel-aux-drones-de-surveillance-pour-combattre-la-criminalite/)
- Lucien, Georges Eddy, Osna, Walner. 2023. « Gangstérisation d'Haïti : du contrôle territorial au démantèlement des mouvements populaires ». *FALMAG* : 20-22.
- Manigat, Sabine. (2020). Haïti : mobilisations antisystèmes et impasse politique. Dans : Frédéric Thomas, éd., *Soulèvements populaires* (pp.135-146). Éditions Syllepse. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3917/syll.cetri.2020.04.0135>
- Mariani, Américo. 2021. « Inscription conflictuelle dans l'espace public : Toulouse, les Gilets jaunes et la bataille du centre ». *Espaces et Sociétés* 2 (183) : 99-113.
- Noel, Guyma & Pierre-Louis Evenson. 2022. « Understanding Haiti's Current Phenomenon of Gang Violence and Illicit Arms Trafficking: A View from the Lens of Vertical-Horizontal Violence » dans Wallace, Wendell C. 2022. *Guns, Gun Violence and Gun Homicides: Perspectives from the Caribbean, Global South and beyond. Risk, Crime and Society*.
- ONU-Conseil de Sécurité. Bureau intégré des Nations Unies en Haïti. 2023a. *Rapport du Secrétaire général*. S/2023/41. District général. 17 janvier.
- ONU-Conseil de Sécurité. 2023 b. *Sous l'emprise des gangs, Haïti réitère sa demande de déploiement d'une force internationale d'appui à sa police nationale*. 9368E Séance-Après-midi. 07 juillet.
- ONU-Conseil de Sécurité. 2023c. *Rapport final du Groupe d'experts sur Haïti présenté en application de la résolution 2653 (2022)*. S/2023/674. District général. 15 septembre.
- ONU-Habitat/ Mairie de Port-au-Prince. 2011. *Les 35 quartiers de Port-au-Prince*. Sur : [P-codes Port-au-Prince Map grands quartiers 110828.pdf \(sheltercluster.s3.eu-central-1.amazonaws.com\)](https://p-codes-port-au-prince-map-grands-quartiers-110828.pdf)

Osna, Waner. 2023. « Réponse à chaud à Johnny Célestin : Non à l'occupation militaire d'Haïti et vive une transition de rupture ». Rezo Nodwès 25 août. Consulté sur : [Réponse à chaud à Johnny Célestin : Non à l'occupation militaire d'Haïti et vive une transition de rupture - Rezo Nòdwès \(rezonodwes.com\)](#)

Paillé, Pierre et Alex, Mucchielli. 2012. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales, Troisième édition*. Paris : Armand Colin.

Passy, Florence, Giugni, Marco. 2005. « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire. Une approche constructiviste de la contestation antiraciste ». *Revue Française de Science Politique* 5(55) : 889-918.

Polletta, Francesca, Jasper, James M. 2001. « Collective identity and social movements ». *Annual Review of Sociology* vol 27: 283-305.

Quéré, Louis. « Le public comme forme et comme modalité d'expérience » dans Cefaï, Daniel, Pasquier, Dominique (dir). 2003. *Le sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*. Paris : Presses universitaires de France.

Radio-Canada, 2023. « Haïti : les violences des gangs ont fait plus de 2400 morts cette année, selon l'ONU ». Radio-Canada, 18 août. Consulté le 25 septembre 2023 sur : [Haïti : les violences des gangs ont fait plus de 2400 morts cette année, selon l'ONU | Radio-Canada.ca](#)

Rateau, Patrick, Rouquette, Michel-Louis. « Hier est aujourd'hui. Deux exemples d'actualisations des souvenirs » dans Laurens, Stéphane et Roussiau, Nicolas (Sous la direction). 2002. *La mémoire sociale. Identités et Représentations sociales*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Rosanvallon, Pierre. 2006. *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris: Éditions du Seuil.

Schuberth, Moritz. 2017. « To engage or not to engage Haiti's urban armed group? Safe access in disaster-stricken and conflict-affected cities ». *Environment and urbanization* 29 (2) : 425-442. <https://doi.org/10.1177/0956247817716398>

Scott, James C. 2006. « Infra-politique des groupes subalternes ». *Vacarme* 3(36) : 25-29.

Sommier, Isabelle. 2020. « Cycle de mobilisation », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 175-181.

Sommier, Isabelle. 2020b. « Émotions », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 217-225.

Sprague-Silgado, Jeb. 2018. « Global capitalism, Haiti, and the flexibilisation of paramilitarism ». *Third World Quarterly* 39 (4) : 747-768. <https://doi.org/10.1080/01436597.2017.1369026>

Tartakowsky, Danielle. 2020. « Barricade », dans Fillieule, Olivier et al. 2020. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sces Po/Références : 81-86.

Wacquant, Loïc J. D. 1994. « Le gang comme prédateur collectif ». *Actes de la recherche en sciences sociales 101-102* : 88-100.

Wieviorka, Michel. 2005a. *La violence*. Paris : Hachette.

Wieviorka, Michel. 2005b. « Les problèmes de la reconstruction identitaire ». *Le Coq-Héron 1* (180) : 122-131.

Wieviorka, Michel. 2015. « Sortir de la violence. Un chantier pour les sciences humaines et sociales ». *Socio* (5) : 221-2240. URL : <http://journals.openedition.org/socio/1963> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio.1963>

Wieviorka, Michel et Meyran, Régis. 2018. *Face au mal. Le conflit, sans violence*. Paris : Les éditions Textuel.

Annexes

Résister à la violence des gangs : acteurs, mémoire et identité dans un quartier de Port-au-Prince

Annexe 1. Grille d'entretien individuel avec les habitants de Canapé-Vert

1.1- Le rapport des habitants au quartier/à la ville de Port-au-Prince.

Ces questions visent à évaluer le niveau d'appartenance, de connaissance et d'affirmation des habitants au quartier/à la ville.

- Depuis combien d'années avez-vous habité à Port-au-Prince/Canapé-Vert ?
- Pourriez-vous parler un peu de votre parcours avant d'habiter ici ?
- Quelles sont vos activités quotidiennes ?
- Êtes-vous membres d'une organisation du quartier/de la ville ?
- Faites-vous partie d'une secte religieuse ? Comment participez-vous à ces rencontres ?
- Quelles sont les contraintes que vous rencontrez en habitant le quartier/Port-au-Prince actuellement ?
- Êtes-vous au courant de la violence des gangs à Port-au-Prince ?
- Comment la violence des gangs affecte-t-elle vos activités quotidiennes ?
- Qu'est-ce que vous pensez de cette situation ?
- Parlez-moi un peu de vos activités quotidiennes à Port-au-Prince ?
- Qu'est qui vous motive à habiter à Port-au-Prince en dépit de la violence dans la ville ?
- À quel sentiment habitez-vous la ville ?
- Que dites vos proches sur le fait que vous habitez à Port-au-Prince? Quelles sont vos réponses ?
- Que dites-vous d'habiter Port-au-Prince aujourd'hui ?
- Quelle est votre responsabilité en tant que citoyen(ne) dans cette ville ?

-Quelle est la responsabilité des autorités de l'État dans cette ville ?

-Comment vous souhaitez le devenir de la ville ?

-Quelle est selon vous la place des gangs à Port-au-Prince ?

-Qu'est-ce que vous auriez dit aux gangs?

1.2- Les actions des habitants de Canapé-Vert contre la violence des gangs

Ces questions visent à saisir et à explorer les modalités d'action des habitants contre la violence des gangs.

- Êtes-vous au courant des actions des membres de votre quartier contre les gangs ?

-Êtes-vous favorable à ces initiatives ?

-À quel niveau et comment y impliquez-vous ?

-Quel genre d'action pesez-vous pour agir contre les gangs ?

-Comment préférez-vous agir contre la violence des gangs ?

-Collaborez-vous avec d'autres acteurs pour lutter contre la violence des gangs ?
Comment ?

-Selon vous, comment les habitants doivent-ils agir contre la violence des gangs ?

1.3- L'expérience des habitants de Canapé-Vert face à la violence des gangs.

Ces questions visent à explorer le quotidien des habitants dans le quartier/la ville et à comprendre comment ces derniers vivent-ils la violence.

- Les gangs représentent-ils une menace pour vous ? Comment ?

-Avez-vous déjà rencontré des gangs sur votre passage ? Dans vos activités ? Chez vous ?
Pourriez-vous parler un peu?

-Avez-vous été déjà victimes de la violence des gangs ? Expliquez.

-Comptez-vous des proches déjà victimes de la violence des gangs ? Expliquez.

-Comment avez-vous réagi dans cette situation ?

- Comment cette situation vous a-t-elle marqué ?
- Comment faites-vous pour éviter d'être victimes de la violence des gangs ?
- A quels acteurs vous préférez adresser si vous êtes victimes ? Comment ?
- Fréquentez-vous des espaces proches de l'activité des gangs ? Lesquels ?
- À quel sentiment fréquentez-vous ces espaces ?
- Avez-vous peur d'être victimes dans ces lieux ?
- Pourquoi vous les fréquentez ?
- Que faites-vous lorsque vous êtes présents dans ces lieux ?

1.4- Questions spécifiques posées aux membres de la brigade

Comment sont construites les barricades et pourquoi ?

Les habitants vous aident -ils dans cette lutte pour protéger le quartier ?

Quand vous ouvrez/fermez les barricades ?

Quand est-ce que les barricades seront-elles enlevées dans les rues ?

Parlons de la composition de la brigade.

Parlons des activités menées/crées par la brigade.

Parlons de l'appui de la brigade ?

Quel est l'avenir de la brigade ?

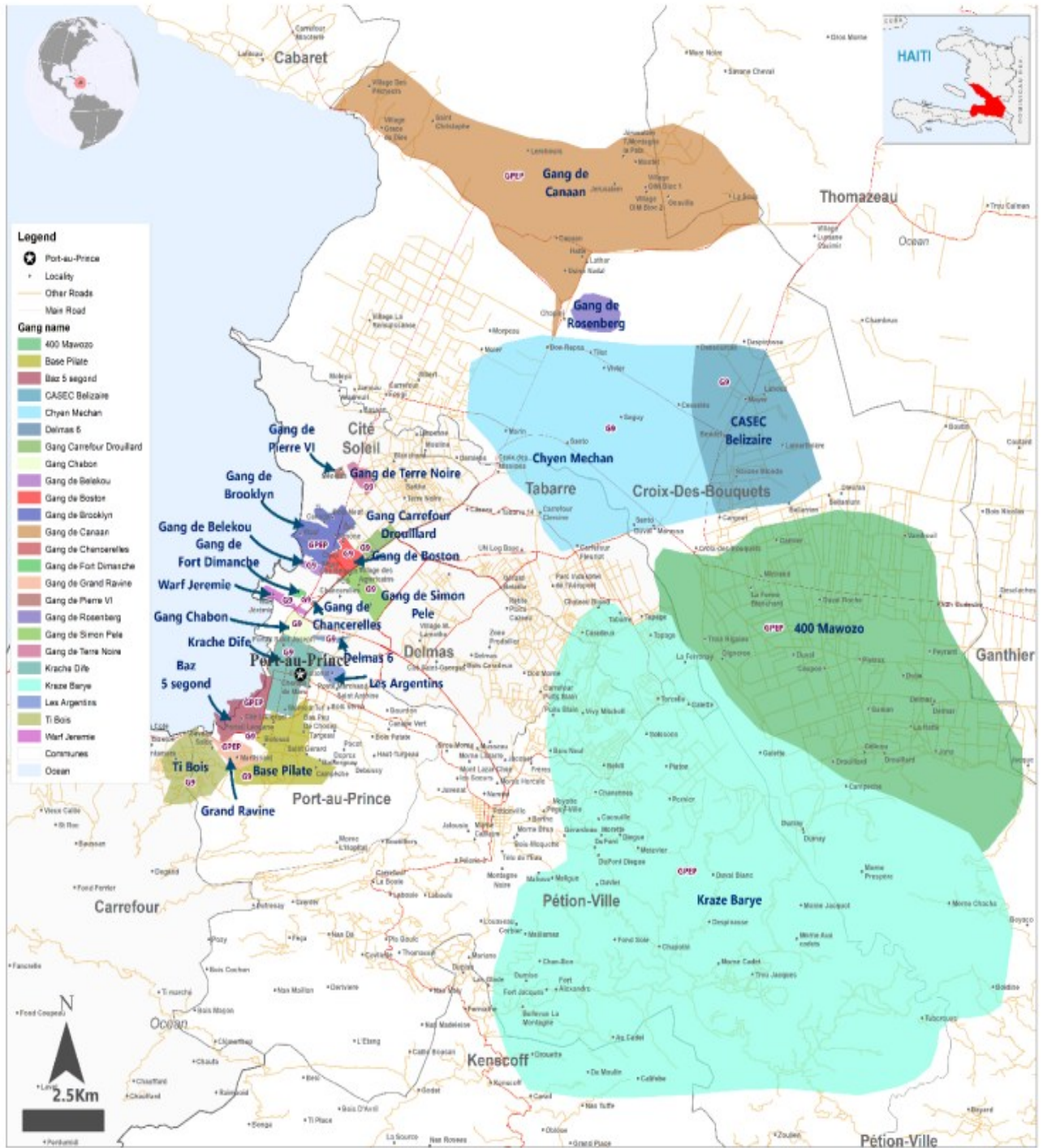
Est-ce possible pour quelqu'un de venir d'habiter actuellement le quartier ? À quelle condition ?

Annexe 2. Guide d'observation

- Les infrastructures du quartier.
- La configuration des rues
- L'entrée et la sortie des rues.

- L'écriture sur les infrastructures publiques ou privées.
- L'occupation des lieux publics par les habitants.
- Les activités socio-culturelles et l'animation des rues/quartiers.
- Rencontre des groupes religieux/culturels/politiques/citoyens.
- Sujets/objets de rassemblements.
- La mobilité des habitants dans la ville.

Annexe 3. Carte sur le nom de quelques gangs ainsi que les zones qu'ils contrôlent



Source : ONU-Conseil de sécurité (2023c : 48).

Annexe 4. Photos de barricades à Canapé-Vert

Photo 1. Barricade ouverte pour la circulation sur la rue Bois Patate



Source : Auteur de la thèse (juin 2024)

Photo 2. Barricade érigée sur la route du Canapé-Vert.



Source : CNN, publié le 19 mars 2024.

Photo 3. Barricade érigée sur la route du Canapé-Vert à la suite de *bwakale*



Source : Photo prise par Ariana Cubillos le 31 mai 2023.